



TRIBUNE

Socialiste unifié

Hebdomadaire du parti

N° 86

27 JANVIER 1962

PRIX : 0,40 NF

Tous unis contre les assassins

UN REGIME QUI N'EST PAS CAPABLE DE DEFENDRE
LES TRAVAILLEURS EST CONDAMNE A MORT.

La cour du Quai d'Orsay après l'attentat au plastique qui provoqua la mort de Robert Boissier.

(Agip.)



POUR la première fois à Paris, les plastiqueurs de l'O.A.S. ont tué. A l'assassinat de leurs adversaires en Algérie, à l'assassinat de Camille Blanc à Evian et de M. Locussol à Alençon, ils ajoutent aujourd'hui l'assassinat du convoyeur Robert Boissier.

Le but de l'O.A.S. est clair : en employant une charge exceptionnellement puissante, et donc volontairement meurtrière, en agissant dans l'enceinte même d'un ministère, Salan et ses hommes ont voulu une fois de plus faire la preuve qu'ils pouvaient frapper où ils voulaient, quand ils voulaient.

L'O.A.S., par ses plastiquages et ses vols d'armes, a recherché d'abord à créer en France un climat de doute et d'inquiétude. Elle va plus loin maintenant dans son action psychologique en recourant à la terreur et à l'assassinat. Elle espère ainsi provoquer la peur et la résignation passive dans l'opinion et dans l'administration et faire accepter progressivement l'idée qu'elle est le pouvoir de demain. C'est ainsi qu'ont procédé tous les fascismes, et particulièrement le nazisme.

L'impunité dont l'O.A.S. est assurée grâce à la carence du pouvoir et à la complicité de très hauts responsables de la police et de la plupart des juges militaires renforce encore l'action psychologique de l'organisation fasciste qui recrute une bonne partie de ses cadres parmi les acquittés des procès jugés par les tribunaux militaires.

Devant un danger fasciste qui n'a jamais été aussi grand pour notre pays, les forces populaires ont deux moyens d'action essentiels : réaliser leur coordination et prendre l'offensive.

Les participants au grand meeting organisé jeudi dernier à Paris par le P.S.U. ont accueilli avec chaleur les propositions faites par notre camarade Gilles Martinet concernant la création de groupes d'action contre l'O.A.S.

Il serait, en effet, terriblement insuffisant de se préparer à résister à un putsch de Salan et des paras en attendant l'heure « H ». C'est contre l'action psychologique de la terreur O.A.S., contre le pourrissement de la situation actuelle qu'il faut agir aujourd'hui même. La meilleure arme contre l'action psychologique, c'est l'action psychologique. Il faut rendre confiance à tous ceux qui seraient tentés de dire qu'on ne peut rien.

L'organisation fasciste apparaît puissante, parce qu'elle agit secrètement avec des complicités dans l'administration, la police et l'armée. Notre objectif doit donc être de démasquer ses chefs, ses agents et leurs complices par les moyens appropriés. Comme cela a été fait avec éclat à Toulouse, il faut à la fois de grandes manifestations populaires contre l'O.A.S. et mettre hors d'état de nuire les fascistes.

Pour cela, la coordination des efforts de tous les antifascistes est indispensable. A tous les échelons, dans les localités et les départements, aussi bien qu'à l'échelon national, le P.S.U., tout en menant sa propre action anti-O.A.S., multiplie les efforts et les initiatives pour parvenir à cette coordination et lever les obstacles qui subsistent.

Car l'union des forces populaires est le seul moyen d'isoler l'O.A.S. après l'avoir démasquée. Les hommes de l'O.A.S. demeurent forts aussi des divisions de la gauche et des manœuvres de ceux qui seraient prêts à composer avec eux, comme ils l'ont fait avec l'armée au moment du 13 mai. Pour empêcher ces manœuvres, il faut que la réprobation nationale s'abatte sur l'O.A.S. et ses complices.

Aussi saluons-nous l'initiative prise en commun par trois syndicats de la région parisienne, appuyée par de nombreux partis et organisations démocratiques, d'appeler la population à faire des obsèques de Roger Boissier une grande manifestation de réprobation à l'encontre de ses assassins.

Jean VERLHAC.

COMMUNIQUÉS

LES ORGANISATIONS SYNDICALES SOUSSIGNEES :

— S'inclinent devant toutes les victimes du fascisme ;

— Dénoncent les faiblesses du pouvoir pour les factieux qui, sans appui réel dans le pays, se livrent au racket, au plastiquage, au meurtre ;

— Appellent tous les travailleurs, les étudiants, toute la population à faire des obsèques de R. Boissier, travailleur assassiné pendant son service, une grande manifestation de protestation contre les agissements de l'O.A.S. et la carence du gouvernement.

L'UNION DEPARTEMENTALE C.G.T.,

L'UNION REGIONALE C.F.T.C.,

LES ASSOCIATIONS D'ETUDIANTS :

Cartel des Etudiants du Supérieur technique, Association générale des Etudiants en préparation scientifique, Association générale des Etudiants en préparation littéraire et artistique, Association générale des Etudiants en médecine, Amicale des Elèves de l'Institut d'études politiques, Fédération des groupes d'études de lettres, Association générale des Elèves des Ecoles d'ingénieurs de Paris, Cartel des Etudiants paramédicaux sociaux, Grande Masse des Beaux-Arts, Cartel des Ecoles normales supérieures, Association générale des Etudiants en maison de cure.

Informés de l'initiative des syndicats, les partis et organisations suivants,

— Approuvent leur décision,

Et appellent la population parisienne à participer en masse et dans l'union la plus large à cette grande manifestation.

LES FEDERATIONS DE LA SEINE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,

LES FEDERATIONS DE LA SEINE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE,

LA FEDERATION DE LA SEINE DE L'U.D. S.R.,

LA FEDERATION DE LA SEINE DE LA JEUNE REPUBLIQUE,

LA FEDERATION DE LA SEINE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME,

LE MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX,

LE MOUVEMENT DE LIBERATION OUVRIERE, REGION PARISIENNE,

LES AMIS DE TEMOIGNAGE CHRETIEN, REGION PARISIENNE,

LE CLUB DES JACOBINS DE PARIS,

LA LIGUE POUR LE COMBAT REPUBLICAIN,

LE CLUB JEAN-MOULIN,

L'ACTION DEMOCRATIQUE,

L'UNION DEMOCRATIQUE DES ANCIENS D'ALGERIE,

LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE,

LES JEUNESSES SOCIALISTES UNIFIEES ET LES ETUDIANTS SOCIALISTES UNIFIES.

Le "niet" du Général-Président

L'ÉCHANGE de lettres entre le Président Kennedy et notre Général-Président n'a pas été rendu public. C'est très regrettable. Nous aurions voulu savourer les termes dans lesquels ce dernier a dit : « Niet, niet et niet » à l'insolent Yankee.

D'après ce que l'on sait par les indiscrétions, probablement voulues, le Chef de l'Etat et du gouvernement des Etats-Unis a cru bon d'insister auprès du Chef de l'Etat de la France pour qu'il renonce à « Sa » bombe nucléaire. Cet impertinent s'est permis, probablement, de dénigrer la valeur du précieux jouet élyséen !

Il est allé encore plus loin. Imaginez-vous qu'il a prétendu — c'est presque officiel — que la création d'une « force de frappe » française inciterait la bonne Allemagne d'Adenauer-Strauss à vouloir fabriquer à son tour une bombe nucléaire, bien germanique celle-là.

Et quand je dis « une bombe », ce n'est pas exact : l'entrepreneur ministre de la Bundeswehr ne se contentera pas d'une seule petite bombe modèle Guillaumat. Il ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires pour en produire en grande quantité et d'une qualité « extra » pour pouvoir se livrer au chantage à l'égard des alliés et pour essayer de provoquer le cas échéant l'incident avec l'U.R.S.S.

Quant au Président de ce qui reste encore de République française, nous savons que sa réponse a été « ferme ». Il est « inflexible ». Il a répondu : « Non ».

Mais l'incident Kennedy-de Gaulle est caractéristique du président des Etats-Unis. Il est très préoccupé de la situation internationale. Il semble cependant vouloir tout faire pour arriver à un *modus vivendi* avec Khrouchtchev.

Il n'ignore pas les difficultés dans lesquelles le chef communiste se débat tant à l'intérieur de l'U.R.S.S. qu'à l'intérieur du « camp socialiste ». Il comprend très bien que les Soviétiques ne supporteront pas sans réagir l'armement nucléaire de l'Allemagne. Il sait certainement que Khrouchtchev ne peut pas dépasser certaines limites de la coexistence pacifique sous peine de voir grandir l'influence de la Chine sur les Etats dits « socialistes ». Il redoute probablement aussi la pression de l'armée soviétique sur Khrouchtchev, trop conciliant au gré des chefs militaires.

Au moment où il se prépare à engager avec ce dernier une négociation décisive, le président des Etats-Unis essaie de déblayer le terrain de tous les obstacles. Il a cru pouvoir compter sur la compréhension du « grand » homme d'Etat français. Il s'est trompé. Il a oublié qu'il avait en face de lui un homme orgueilleux, un ambitieux prêt à sacrifier même la paix à l'accomplissement de son « destin ».

Deux initiatives de N. Khrouchtchev

Tandis que le camarade Gromyko se démène pour rester intransigeant et pour ne pas révéler les véritables intentions de Khrouchtchev, celui-ci prend des initiatives dans deux directions différentes.

Dans l'impossibilité d'adresser à présent une invitation à Kennedy pour qu'il vienne à Moscou, le chef du gouvernement soviétique a invité M. Robert Kennedy, ministre de la Justice. Ce n'est pas le ministre qui intéresse Khrouchtchev. C'est que Kennedy, le président, semble avoir une grande confiance dans son frère. Malheureusement, sous un prétexte futile, la Maison Blanche a décliné l'invitation. C'est regrettable.

Moscou et Bonn

Mais Khrouchtchev n'oublie pas pour autant ni le problème de Berlin, ni l'Allemagne fédérale. Il avait déjà déclaré, au XXII^e congrès, que le délai fixé pour régler le problème berlinois n'a pas d'importance. A condition que les Occidentaux acceptent de négocier avec une intention sérieuse de s'entendre avec l'U.R.S.S.

Khrouchtchev est bien informé des

divergences qui opposent de Gaulle (et Adenauer) à Kennedy et Macmillan. Il ne se fait pas d'illusion sur la possibilité de réunir dans un avenir prévisible une conférence des quatre vainqueurs. Il ne désespère pas cependant de pouvoir s'entendre avec Kennedy sur l'ensemble des problèmes internationaux, si le problème allemand trouve une solution sans intervention des alliés occidentaux.

Dans l'état actuel des choses, cet espoir me paraît illusoire. Il n'empêche que Khrouchtchev est en train d'explorer les possibilités d'un rapprochement avec l'Allemagne de Bonn.

On se souvient que, la veille du départ du chancelier Adenauer pour Washington, en novembre dernier, son ambassadeur à Moscou a eu, sur l'initiative de Khrouchtchev, un entretien avec lui. Au cours de cette conversation, des opinions ont été échangées sur une solution éventuelle du problème allemand.

L'ambassadeur Kroll a été pris à partie par des ministres du gouvernement d'Adenauer. Mais ce dernier a pris sa défense. P'a cédé et l'a renvoyé à Moscou.

Cette curieuse histoire a eu un prolongement. Le gouvernement soviétique a adressé dernièrement à celui de Bonn un memorandum. Celui-ci, après des hésitations, a été finalement publié.

Je regrette de ne pas pouvoir reproduire ici l'article paru dans la *Pravda* sous le titre : « L'exigence du temps présent ». En voici un bref résumé. Les auteurs, Nekrassov et Mikhaïlov, essaient de démontrer aux Allemands de l'Ouest qu'ils se sont trompés. Ils ont accepté le réarmement de l'Allemagne, qui leur coûte cher, imposé par les alliés de l'O.T.A.N. Ils l'ont fait dans l'espoir d'obtenir avec leur aide la réunification de leur pays. Ils savent à présent que ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne, ni même de Gaulle, ne risqueront la guerre pour réunifier l'Allemagne. D'ailleurs, les alliés de l'Allemagne n'ont jamais voulu sincèrement le rétablissement de l'unité allemande. Les Allemands de l'Ouest devraient être réalistes et raisonnables. Ils devraient reconnaître les faits (l'existence de l'Allemagne de l'Est). S'ils comprennent qu'on pourra toujours s'arranger, d'autant plus que l'Allemagne, cette grande puissance économique pourrait trouver de très intéressants débouchés à l'Est.

On le voit : nous sommes en plein dans la politique de séduction. Mais, contrairement aux premiers commentaires de la presse, l'U.R.S.S. n'offre pas de sacrifier les intérêts de l'Allemagne de l'Est, ni de renoncer à la conclusion du traité de paix avec Pankow. Khrouchtchev propose au contraire à Bonn de s'entendre avec Pankow sur les clauses d'un traité de paix, moyennant quoi le problème de Berlin pourrait être facilement résolu.

Il semble que l'annonce de cette nouvelle politique à l'égard de l'Allemagne de l'Ouest, les communistes de l'Allemagne de l'Est aient manifesté de la surprise et surtout de l'inquiétude. Dans un article officiel, les chefs communistes de Pankow ont essayé d'expliquer aux militants de leur parti que les Soviétiques, étant assez loin, peuvent naturellement voir les choses allemandes avec « un certain détachement ». Mais à présent la R.D.A. s'est alignée sur Moscou et l'approuve entièrement.

La manœuvre de Khrouchtchev est audacieuse. Mais elle n'est pas inattendue. Je ne crois pas qu'il faille la condamner. Car si le problème allemand peut être réglé à l'amiable entre les gouvernements de l'Ouest et de l'Est, on ne pourrait que s'en réjouir.

D'autant plus que l'U.R.S.S. ne semble pas exiger de l'Allemagne de l'Ouest la rupture des relations politiques et économiques avec les autres puissances occidentales.

Molotov

n'ira pas à Vienne

Molotov est retrouvé. Il n'est pas parti pour Vienne. Le gouvernement soviétique a désigné un autre diplomate.

Molotov est à Moscou. Ni lui ni ses camarades « staliniens » dénoncés au XXII^e congrès comme ayant été des

complices de Staline ne sont cependant exclus du parti. Du moins, rien n'a été publié à ce sujet jusqu'à ce jour, 23 janvier.

Pour le moment, la presse soviétique poursuit et étend sa propagande en faveur du nouveau programme du parti. Les articles sont grandiloquents et enthousiastes. Le programme en général et ses diverses parties sont présentés avec emphase. Tout cela produit une très étrange impression. On dirait qu'avant de convaincre les populations, les auteurs essaient de se persuader eux-mêmes. D'autant plus que tout ce bavardage se termine par des appels... à produire plus, à engager « l'émulation », afin de dépasser les plans.

Entre temps, une conférence a eu lieu au comité central du parti. Elle a siégé du 17 au 29 janvier inclus. D'après le communiqué publié dans la *Pravda* du 20 janvier : « Les participants ont examiné tous les aspects du travail des organisations du parti en vue de l'application des décisions historiques du XXII^e congrès ». Ils ont « critiqué les défauts de ce travail ». Au centre de leur attention, se trouvaient les questions du choix de l'affectation et de l'éducation des cadres, du contrôle et de la vérification de l'exécution, et de la vérification des principes sociaux dans le travail du parti ».

Ce difficile langage confirme la grande défection des dirigeants : prendre en main l'appareil du parti pour faire comprendre aux masses les décisions du congrès.

Khrouchtchev et Gomulka

Après son séjour en Biélorussie, où il a dû reconnaître à une conférence agricole que cette République a « très mal travaillé », il se serait rendu à la frontière polonaise et y aurait rencontré Gomulka. Ce dernier semble jouir de la grande confiance de Khrouchtchev. Toujours est-il qu'à l'occasion du XX^e anniversaire du Parti ouvrier polonais (parti communiste), la *Pravda* a consacré aux communistes polonais des articles très élogieux.

On se souvient que Gomulka et les communistes polonais ont été les premiers à tirer les conclusions pratiques de la déstalinisation du XX^e congrès de 1956. Ils semblent être à présent aussi les premiers à tirer les conséquences du XXII^e congrès. Ainsi les intellectuels formulent avec une audace de plus en plus remarquable l'exigence de la liberté d'expression.

Ce rapprochement entre « K » et Gomulka, s'il se confirme, est plein de promesses en ce qui concerne la déstalinisation pratique de leurs pays respectifs.

Un "U 2" oriental

Un Mig-17 ou 19 appartenant à la Bulgarie et piloté par un Bulgare s'est abattu près de Bari en Italie. Il était muni d'appareils spéciaux permettant la prise de vues même d'assez haut. Il était armé.

Près de Bari, il existe une installation, « secrète » dit-on, de l'O.T.A.N. Point de doute que le pilote du Mig était chargé d'une mission d'espionnage.

Nous ne prenons pas l'affaire au tragique. Aussi longtemps qu'il y aura des « secrets militaires », il existera aussi l'espionnage ou le contre-espionnage. C'est inévitable.

Nous avons protesté, en mai 1960, contre le survol de la Sibérie par un avion d'espionnage américain — le U-2 — abattu par les Soviétiques. La veille de la conférence au sommet, c'était un acte que les Soviétiques pouvaient exploiter comme une « provocation ».

Mais ceux qui, à cette occasion, ont poussé des cris d'indignation contre l'espionnage américain ne devraient pas se taire aujourd'hui, lorsqu'un avion... mettons bulgare... se livre également à ce « jeu ».

Ainsi le refus de Khrouchtchev de siéger à la conférence au sommet du mois de mai 1960 a cause de cette histoire du U-2 reçoit aujourd'hui sa véritable explication. Le U-2 a servi de

prétexte au chef soviétique pour « prendre un virage » afin d'essayer de calmer la Chine. Celle-ci était, on s'en souvient, hostile à cette conférence.

La concession de Khrouchtchev n'a cependant servi à rien. La Chine a continué sa lutte contre la politique de la « coexistence » pacifique de Moscou. Le complot a éclaté au grand jour au XXII^e congrès du parti communiste de l'U.R.S.S.

Cependant, en faisant « sauter » la conférence au sommet, Khrouchtchev a aggravé la situation internationale pour des mois, peut-être même pour des années.

L'affaire du Mig... bulgare permet de rappeler des événements de 1960...

A propos, la Bulgarie ne ferait-elle pas partie du « traité de Varsovie », cette alliance militaire dont le maréchal soviétique Koniev est le commandant en chef ?

Oreste ROSENFELD.

France-Tunisie : Temps mort

LES pourparlers franco-tunisiens pour le règlement du problème de Bizerte ont été interrompus après quelques séances seulement.

Cette interruption n'a été jusqu'ici accompagnée d'aucun commentaire de nature à compromettre tout espoir d'une reprise des négociations. Chacun des partenaires paraît s'être attaché à ne pas envenimer les choses et à ménager l'avenir.

Cet échec n'en est pas moins grave. Il est en effet le résultat de l'incompréhensible entêtement de De Gaulle en cette affaire. Car c'est bien lui, lui seul, au regret des négociateurs français eux-mêmes, qui a fait preuve d'intransigeance.

Une chance s'offrirait de réparer les dégâts causés par les événements de juillet. Les diverses formes de collaborations franco-tunisiennes, reprises lentement et péniblement depuis trois mois, en particulier dans le domaine de l'enseignement, pouvaient être consolidées. Les litiges en suspens pouvaient à partir d'un accord sur Bizerte être progressivement réglés.

Du côté tunisien, on paraît avoir fait preuve d'un désir d'aboutir. En particulier, des concessions avaient été faites pour un étalement de l'évacuation de la base militaire. Celle-ci aurait pu être échelonnée sur plusieurs années. Sage modération qui sauvait la face d'un côté comme de l'autre.

Or, les formes de l'Elysée ont été formelles : pas de calendrier précis. De Gaulle s'en tient à sa position antérieure : il rattache le maintien des forces militaires françaises à la tension Est-Ouest alors que manifestement aucune des nations de l'O.T.A.N. ne paraît considérer Bizerte comme une position fondamentale. Autant dire que, par ce biais, il propose pour l'évacuation un renvoi illimité, car nul n'a la naïveté de penser que la tension Est-Ouest, à travers des hauts et des bas, cessera à bref délai. Autant dire aussi qu'il entend rester seul juge d'apprécier si cette tension s'est suffisamment atténuée pour renoncer à conserver la base de Bizerte.

Sans doute aussi, comme nous l'avons souligné cet été, de Gaulle songe-t-il à la négociation franco-algérienne et à Mers-el-Kébir. C'est un aveuglement déconcertant : son attitude ne peut avoir d'autre effet que de durcir à la fois les positions algériennes et tunisiennes et de susciter la méfiance des uns et des autres.

Ceux qui s'acharnent à vouloir porter au crédit du régime une décolonisation réussie feraient bien de méditer sur les risques que comporte l'entêtement gaulliste à se laisser arracher les concessions sous la contrainte des événements et à refuser d'opérer avec hardiesse et largeur de vues une reconversion des relations entre la France et les Etats neufs de l'Afrique.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

AU PILORI (suite)

Nous avons publié récemment une lettre de nos camarades du Puy-de-Dôme mettant en demeure un député indépendant de leur département de prendre position sans équivoque sur l'O.A.S., lettre qui, actuellement, n'a reçu qu'une réponse fort évasive.

Nous sommes heureux de citer ici une initiative du même ordre. La section P.S.U. de Montpellier vient d'adresser une lettre ouverte au maire de cette ville, M. Delmas, qui, avec la majorité de son Conseil municipal, vient de faire repousser un texte exprimant la réprobation des méthodes de l'O.A.S.

Voici le texte de cette lettre :

Monsieur le Maire,

VOUS avez la charge d'administrer l'une des villes les plus plastifiées de France. Vingt-huit attentats depuis quelques mois ont démolis des éléments d'habitation, des automobiles, risquant à plusieurs reprises de provoquer des morts ou des blessures graves. Ces événements posent évidemment de graves problèmes dans la vie quotidienne de notre cité. Ils contreviennent totalement à ce que vous appelez l'ordre public, cet ordre public que vous invoquez si volontiers pour refuser une salle à des réunions ou des conférences dont le thème ou l'orateur vous déplaît.

Or vous et votre majorité (1) vous refusez à prendre parti contre les « plastifiants ». Au conseil municipal, vous avez fait échouer un vœu qui portait contre le plastique une condamnation purement morale. Vous avez refusé cette condamnation en la qualifiant de politique, (ce que dans sa forme elle n'était pas).

Il est vrai qu'aujourd'hui toutes les questions importantes posent des problèmes politiques, et le gangstérisme de l'O.A.S. est bien un gangstérisme politique. Est-ce une raison suffisante pour qu'à vos yeux il devienne intouchable et sacré, et pour que Montpellier, sans aucune réaction municipale, devienne peu à peu une ville dominée par le gang Salan, Godard et Cie ? Si cette domination et cette dictature continuent à s'installer, l'« apolitisme » que vous affichez n'aurait conduit qu'à une faillite totale, et cette faillite vous entraînerait vous-même à la disparition politique, autrement dit à la démission.

Mais la réalité est toute différente : vous êtes, Monsieur le Maire, un homme politique, et le fait est notoire, un homme politique d'extrême-droite, partisan résolu de cette Algérie Française dont se revendiquent précisément les plastifiants. Vous avez le droit d'avoir vos opinions et nous ne prétendons donc pas que ces opinions vous identifient par elles-mêmes à l'O.A.S. Mais votre refus de prendre position entretient une grave équivoque qu'il vous est possible de dissiper très vite.

Si cependant vous maintenez ce refus, celui-ci ne pourrait plus signifier qu'une chose, c'est que vous ne désapprouvez pas des actes criminels commis contre vos administrés. Vous apporteriez alors au plastique la caution morale et politique du premier magistrat de la ville. Vous « feriez de la politique », et la pire qui soit.

A vous de prendre vos responsabilités. Nous nous engageons à faire à votre réponse, ou à votre absence de réponse, la plus large publicité.

LA SECTION DE MONTPELLIER
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ.

(1) Cette majorité comprend la totalité des membres présents des groupes U.N.R. et Indépendants, à la dernière séance du Conseil Municipal.

Pour le transfert des détenus algériens en Métropole

IL y a quinze jours, un commando de l'O.A.S. a enlevé d'une prison algérienne quatre prisonniers F.L.N. dont trois avaient été condamnés à mort par un tribunal militaire français.

Nous avons exprimé ici même, la semaine dernière, les craintes que cette action de l'O.A.S. puisse se développer. Les Algériens détenus dans les prisons et camps d'internement d'Algérie sont, en effet, à la merci des tueurs de l'ex-général Salan. Surtout ceux qui ont été condamnés à mort.

Pour une fois, le gouverne-

Le "dîner de l'Alma"

ON fait quelque bruit dans la presse autour du « dîner de l'Alma ». Il y a peu de chances que l'expression passe à la postérité pour désigner un événement d'importance historique. Celui-ci n'a d'intérêt que pour le présent, dans la mesure où il est un des signes de la décomposition du régime et du désarroi d'un certain nombre de ceux qui lui apportèrent jusqu'ici leur concours.

Donc la semaine dernière, un certain nombre de personnes ont confronté leurs vues autour d'une table, dans un restaurant de la place de l'Alma. Il y avait MM. Antoine Pinay, André Collin, président du M.R.P., Maurice Faure, président du parti radical, Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O. et aussi, du côté syndical, Robert Bothereau, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., Levard, président de la C.F.T.C. et Michel Debatisse, président du Cercle national des Jeunes Agriculteurs.

Aucune déclaration publique n'est sortie de ces entretiens. Il n'y a pas eu de communiqué et l'on ne sait même pas si les convives ont décidé de se revoir. D'ailleurs, s'il est vrai que la rencontre a été connue, Levard a jugé bon de faire marche arrière et de déclarer qu'il s'agissait seulement d'une réunion privée comme il s'en tient actuellement dans les milieux les plus divers, pour un simple échange de vues et sans qu'il soit question d'un quelconque engagement de la part de la C.F.T.C. Voilà qui déjà diminue singulièrement l'importance de la participation syndicale. Nous n'aurions même pas jugé utile de souligner que ni l'U.N.E.F. ni la F.E.N. n'avaient, même à titre personnel, de représentants à ces entretiens si la presse communiste, procédant à un grossier amalgame n'avait, sans l'ombre d'une justification, mêlé le Syndicat national des Instituteurs et Denis Forestier à cette affaire. De tels procédés ne sont évidemment pas de nature à faciliter les rapprochements nécessaires entre toutes les organisations qui combattent pour la paix en Algérie, contre l'O.A.S. et contre le régime.

Même si l'on n'a aucune suite, ce « dîner de l'Alma » mérite quelque attention. Il est en quelque sorte la coalition des déçus qui cherchent à sortir de l'impasse où ils se sont engagés en 1958 : comment faire pour ne pas se laisser entraîner dans la décomposition du gaullisme ? Par quels moyens trouver une base populaire ? Comment, pour engager les militants de la S.F.I.O. dans la voie d'une coalition allant jusqu'à Pinay et aux Indépendants, lui donner une apparence de vaste rassemblement intégrant des forces syndicales ? Accessoirement aussi, il s'agit — Maurice Faure devait le dire ouvertement dans un discours dominical — de préparer des alliances électorales pour le cas où de Gaulle précipiterait le renouvellement de l'Assemblée Nationale. Le dessein de ces hommes et de ces partis est de constituer un rassemblement assez large et assez rassurant pour apparaître les seuls en état de sauver le pays de la guerre civile. Ils voudraient jouer en 1962 le rôle que de Gaulle tint en 1958, grâce à eux et avec les heureux effets qui se manifestent aujourd'hui.

Cette tentative n'est rien d'autre que la recherche d'une « union nationale », avec toutes les contradictions et les équivoques que comporte toujours ce genre de coalition. En un sens, elle est utile dans la mesure où elle permet de poser clairement de-

vant l'opinion publique, devant les militants des organisations syndicales et de la S.F.I.O. les choix essentiels.

Peut-on faire la paix en Algérie par la reconnaissance de son indépendance, peut-on lutter contre l'O.A.S. en s'alliant avec M. Pinay, au moment où les Indépendants, à une majorité massive, viennent de prendre partie pour « l'Algérie française » et s'abstiennent de dénoncer l'action des tueurs de Salan ?

Peut-on lutter contre le régime avec un M.R.P. qui maintient trois des siens dans le ministère Debré et se contente de parler d'un « gouvernement de cohésion nationale » dans le cadre du régime gaulliste ?

Veut-on accepter comme définitive la situation à laquelle se résigne si facilement Maurice Faure, président du parti radical, lorsqu'il déclare : « La prochaine majorité doit être axée sur le centre (un centre qui englobe aussi Pinay et Duchet, sans doute), la gauche étant amputée par le parti communiste de cinq millions d'électeurs » ?

Telles sont les questions qui doivent être posées, alors que nous voyons partout se développer, comme tout récemment encore à Lille et à Toulouse, un mouvement qui rassemble, aux côtés de toutes les organisations syndicales, les partis politiques, de la S.F.I.O. au P.C., ce rassemblement sans exclusive dont nous avons toujours dit qu'il était la seule voie pour sortir du chaos où nous plonge, chaque jour davantage, la survie du régime gaulliste.

Robert VERDIER.

Communiqué du P.S.U.

LE P.S.U. se félicite que chaque jour dans un nombre croissant de départements et d'entreprises, s'effectuent des rassemblements sans exclusive de toutes les forces politiques et syndicales de gauche, pour la Paix en Algérie et contre l'O.A.S.

Il dénonce les manœuvres dirigées par MM. Mollet, Pinay, Maurice Faure et Colin contre cette réunion des forces populaires à laquelle participent de nombreux militants S.F.I.O. et des républicains de toutes nuances.

Non contents d'avoir capitulé en mai 1958 devant les factieux et fait le lit de l'actuel régime, ces Messieurs se coalisent de nouveau aujourd'hui pour adopter des positions équivoques, se refusant même à chasser de leurs organisations des participants au colloque de Vincennes et des partisans à peine camouflés de l'O.A.S.

Aux nostalgiques de la IV^e République et de ses compromissions, il répond : **AUCUNE TRANSACTION N'EST POSSIBLE AVEC LE FASCISME.**

Au lendemain du succès de son meeting de la Mutualité, le P.S.U. renouvelle son appel à tous les travailleurs, à tous les démocrates pour une action commune et rigoureuse contre la guerre d'Algérie et les menaces qui pèsent sur nos dernières libertés.

21 janvier 1962.

La Ligue des Droits de l'Homme communique

Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 15 janvier 1962, sous la présidence de M. Daniel Mayer,

Apprenant que des citoyens musulmans détenus dans des prisons d'Algérie ont été victimes d'enlèvement rappelant ceux dont Jean Zay et Georges Mandel furent victimes pendant l'occupation et qui furent suivis de leur assassinat,

Demande instamment que tous les détenus musulmans se trouvant en Algérie soient au plus tôt transférés en métropole.

(Cette résolution a été adressée au Président de la République.)

O. R.

Une question significative

Dans l'annexe du « Journal officiel », consacrée aux débats parlementaires et aux questions écrites posées par les députés et sénateurs, nous relevons le texte suivant :

QUESTION N° 12.516

M. Ernest Denis rappelle à M. le Premier ministre que les nationalisations furent présentées à la nation pour son plus grand bien. Or, il apparaît de plus en plus par la multitude des mouvements revendicatifs du personnel des entreprises d'Etat et au travers d'un large courant d'opinion allant des milieux les plus opposés, que le plus mauvais des patrons serait l'Etat. En conséquence, il lui demande de lui préciser :

a) s'il juge toujours opportun que l'Etat reste arbitre et patron ;

b) les mobiles qui s'opposent à une dénationalisation.

Précisons que M. Ernest Denis appartient au groupe des Indépendants-Paysans.

Nous n'attachons pas à cette manifestation plus d'importance qu'elle n'en mérite. Il est probable que son auteur a tout simplement voulu flatter une partie de sa clientèle électorale par un geste démagogique. Il n'en reste pas moins que ce seul fait est révélateur d'un état d'esprit et d'une évolution. La bourgeoisie ne renonce jamais à remettre en cause les transformations de structures qui, si importantes soient-elles, ont eu pour but et pour résultat d'affaiblir sa toute-puissance économique. Elle ne renonce jamais à une revanche. Et c'est bien aussi la preuve que la classe ouvrière ne peut consolider ses conquêtes qu'en poursuivant sa lutte et en réalisant de nouveaux progrès.

Le billet de Jean Binot

OU TOUT S'ÉCLAIRE

ON s'était mépris sur les sentiments du ministre Messmer lorsqu'il refusa de laisser communiquer au juge de Caen les photographies de certains militaires parmi lesquels Djamilia Boupacha eût pu reconnaître ceux qui l'avaient questionnée selon une méthode que flétrit la morale mais que l'armée ne condamne pas. En cette occasion, un juriste s'abusa jusqu'à intituler son article « Un pays sans justice », alors que ce pays, le nôtre, n'a pas une justice mais plusieurs — signe d'opulence qui va de pair avec notre grandeur retrouvée.

C'est au tribunal des Forces armées, siégeant à Paris, que l'on doit la fin de l'équivoque, lequel, à huis clos et au nom du Peuple français, vient d'acquitter trois officiers convaincus d'avoir torturé à mort un musulman.

Le ministre Messmer — la preuve est faite — a voulu épargner au magistrat caennais une tâche délicate par nature et en tout état de cause superflue.

A supposer, en effet, que la plaignante eût reconnu ses tortionnaires (après tout elle n'en est pas morte, que diable !) qu'ils eussent été inculpés — autre incertitude — le tribunal des képis, en vertu de la jurisprudence établie, n'eût pas manqué de les acquitter, à huis clos et promptement.

Au nom du Peuple français — suivant la formule.

Et pour l'honneur de l'armée — cela va sans dire.

JUSTICE A L'ENCAN

Par Pierre Vidal-Naquet

LES lecteurs de *Tribune Socialiste* connaissent les faits : le 12 janvier 1962, le tribunal permanent des forces armées de Paris siégeant à la caserne de Reuilly sous la présidence d'un magistrat professionnel, M. Leroux, a condamné à trois ans de prison l'abbé Robert Davezies, prêtre de la Mission de France, accusé d'avoir aidé les Algériens.

Le 16 janvier, le même tribunal, présidé par le même M. Leroux, a acquitté trois tortionnaires — le lieutenant Maindl et les sous-lieutenants de réserve Sanchez et Blanié — qui, en mai 1960, près d'Alger, avaient fait mourir une Algérienne sous la torture, crime que le Code pénal français (articles 303 et 341) punit de la peine de mort.

Essayons de dominer notre indignation et de raisonner froidement. Des deux cas, celui de la condamnation de Robert Davezies est sans doute le plus clair et le plus simple. Il importe peu au tribunal, s'il nous importe beaucoup à nous, que Robert Davezies ait donné avec « *Le Front* » (1), le premier tableau de

l'Algérie combattante, de l'Algérie révolutionnaire. Il lui importe encore moins que des témoins éminents soient venus apporter leur caution à Robert Davezies, que Paul Teitgen ait réédité avec plus de force son témoignage du procès Jeanson. Le verdict du procès Davezies fait partie de cette même logique répressive qui n'a guère épargné jusqu'à maintenant que Pierre Hespel et ses camarades, qui maintient depuis plus de six mois à la prison des Baumettes Robert Bonnaud et ses amis marseillais. Le cas des officiers tortionnaires est plus singulier et plus complexe.

A vrai dire, ce qui est le plus singulier, c'est qu'ils aient été jugés. Comment se l'expliquer ? Il existe en Algérie des services qui, officiellement, avec le plus complet appui de la hiérarchie, torturent les suspects. C'est le cas, par exemple, du Centre de renseignements et d'action (C.R.A.) de Constantine qui, installé jusqu'en avril 1961 à la ferme Ameziane, a été depuis transféré à l'hippodrome de Constantine. Les officiers qui, jusqu'au putsch d'avril, étaient à la tête de ce centre

où furent torturés des milliers d'Algériens, n'ont jamais été jugés, malgré leur participation à ce putsch. Ils sont aujourd'hui en liberté.

Il n'entraîne pas au contraire dans le cadre de la mission des officiers du 9^e Zouaves de torturer une femme qui faisait de la propagande contre les élections. Mais les exemples qu'ils avaient sous les yeux ne pouvaient que les inviter à agir à leur tour. Leur crime commis, ils ont eu l'imprudence d'avouer. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation, présidée par le vertueux M. Patin, président de la commission de sauvegarde, a donc dessaisi le tribunal d'Alger pour cause de sûreté publique. Il ne fallait pas que les Musulmans soient témoins de la justice seraine établie en Algérie. En France, les juges sont moins excités, mais ils ne tiennent pas non plus à juger devant témoins. Le huis clos fut donc décidé, ce qui permit au procès de devenir une aimable comédie entre juges et accusés, complices. Le tribunal militaire de Paris n'en était pas à son coup d'essai. Le 27 février dernier, à huis clos, il avait acquitté un caporal et un soldat qui avaient as-

sassiné six Musulmans dans des conditions qui durent être atroces puisque le ministère public avait demandé — contre le caporal — la peine de mort.

Le gouvernement n'a pas, semble-t-il, souhaité cela, il aurait voulu faire un exemple, modéré s'entend, et il vient de déposer un pourvoi « dans l'intérêt de la loi ».

En vérité, le principal enseignement de l'acquiescement des trois officiers tortionnaires, c'est l'impuissance de l'Etat, pour ne pas dire son inexistence. Dans ces conditions, que devons-nous faire ? Demander justice ? En appeler du tribunal militaire mal informé au tribunal militaire mieux informé ?

Soyons sérieux. La seule chose que nous puissions faire à ces juges est leur faire peur. Avertissons-les que le régime actuel ne sera pas éternel, que la France sera un jour, de nouveau, une démocratie. Avertissons-les que, ce jour-là, ils seront jugés à leur tour comme complices des tortionnaires et des assassins.

(1) Editions de Minuit - 1959. (Contrairement à ce qui a souvent été dit, ce livre n'a pas été saisi.)

L'O.A.S. de 1962, fruit du gaullisme de 1958

M. TERRENOIRE est un véritable symbole : porte-parole du gouvernement, chargé de lire les communiqués des conseils des ministres et de les commenter aux journalistes, il cultive la gaffe avec une touchante ingénuité.

Après les dernières délibérations gouvernementales, il a déclaré en gardant son air habituel de gravité et d'importance : « Le gouvernement avait déjà affirmé sa volonté de combattre l'O. A. S. par tous les moyens. L'O.A.S. a déjà été combattue et le sera de plus en plus. C'est surtout une question de volonté ».

Dans la nuit qui suivit cette ferme déclaration, dix-sept charges de plastique explosaient dans Paris. Gilles Martinet et André Hauriou se trouvaient au nombre des personnes visées. Ironique et sinistre commentaire de l'impuissance du pouvoir gaulliste.

Comment s'en étonner ?

Trois faits de ces derniers jours mettent en lumière les raisons profondes de cette faiblesse :

1) Un officier, un de plus, vient de désertier, plus haut placé dans la hiérarchie militaire que le lieutenant Bernard. Il s'agit cette fois d'un colonel, Chateau-Jobert, ancien commandant du 2^e régiment de parachutistes coloniaux, qui occupait à Cherbourg quelques vagues fonctions très peu absorbantes, ce qui est fort agréable pour un conspirateur.

2) M. Jacques Soustelle a publié dans le Journal du Parlement un article pour déclarer publiquement qu'il se refusait à condamner l'O.A.S. :

« Quand bien même il serait prouvé que deux morts (M. Fouché et le colonel Rançon) ont été ordonnées par les responsables de l'O.A.S. et quand bien même il serait prouvé également que les deux victimes n'avaient rien à se reprocher du point de vue national, je déplorerais certes l'erreur commise et je réproverais la violence employée dans ces deux cas : cela ne me conduirait pas néanmoins à condamner l'O.A.S. en général ».

3) On vient d'arrêter à Toulouse, à la suite d'une série de plastiquages, M. Jean Allais, adjoint au maire. Il a été démontré qu'il était le chef d'un réseau O.A.S. et qu'il avait fourni des explosifs.

Quel rapport, direz-vous, entre ces trois faits ? Et quel rapport entre ces trois faits et la « volonté » du gouvernement ?

Certes, M. Soustelle n'est plus, depuis février 1960, membre du gouvernement. Il combat ouvertement et durement le général de Gaulle. Allais, élu d'abord sur une liste U.N.R. avait quitté ce parti. Quant au colonel, il avait été rappelé du poste qu'il occupait en Afrique après le putsch d'avril : il s'était en effet ouvertement rallié à Challe et à Salan.

Sans doute. Mais il y a trois ans, de quel côté se trouvaient tous ces personnages ?

Il n'est pas nécessaire de rappeler le rôle primordial joué par Soustelle à Alger en mai 1958, aux côtés de M. Frey, aujourd'hui ministre de l'Intérieur et, comme tel, chargé de la lutte anti-O.A.S. M. Soustelle est de-

meur ministre des gouvernements de Gaulle-Debré pendant vingt mois environ.

M. Allais s'est fait élire en proclamant que l'U.N.R. était le parti de de Gaulle, comme Delbecq et tant d'autres. C'était normal : en ce temps, le général de Gaulle s'était prononcé pour « l'Algérie française ».

Quant au colonel, il était au nombre de tous ces officiers qui, pour avoir aidé le coup de force d'Alger en 1958 et s'être ralliés avec enthousiasme au nouveau régime, avaient reçu promotion, décorations et récompenses. Sans doute fut-il tenu compte de ces bons services, après le putsch d'avril, puisqu'il s'en tira à bon marché : trente jours d'arrêts, alors qu'il s'était ouvertement proclamé, à Niamey où il était en poste, favorable à la tentative de Salan.

Qu'on le veuille ou non, il y a entre ces hommes et ceux qui sont encore au pouvoir et qui ont suivi de Gaulle dans toutes ses évolutions, une complicité de plusieurs années, une communauté de pensées et de desseins antidémocratiques. Ils étaient tous hommes du même bord. Le pouvoir les a d'abord flattés, récompensés, mis en bonne place. Ils étaient ses soutiens naturels contre les forces populaires. C'est par eux qu'il a gangréné tous les rouages de l'Etat.

Mais le cas de M. Allais est plus significatif encore. Il était adjoint au maire de Toulouse. Or, qui est le maire de cette ville ? M. Bazerque, S.F.I.O. Ce seul fait, mieux que toute analyse, fait éclater la criminelle er-

reur commise par ce parti en 1958. Ses dirigeants ont accepté le coup de force d'Alger, ils se sont ralliés à de Gaulle, puis ils lui ont donné leur caution : c'était, disaient-ils, pour éviter la guerre civile, pour pratiquer la tactique du moindre mal, pour choisir de Gaulle contre les colonels et les ultras. Il était dès lors logique qu'ils concluent des alliances avec l'U.N.R. et acceptent de partager avec elle les mairies des grandes villes. Et voilà comment ils ont été conduits à défendre la démocratie et à lutter contre les ultras... avec des ultras qu'ils retrouvent aujourd'hui au nombre des poseurs de plastique.

On comprend que M. Bazerque, lorsqu'il y a une manifestation de protestation contre l'O.A.S. dans les rues de Toulouse, ait éprouvé quelque gêne à venir se placer à la tête du cortège et n'ait même pas osé apparaître au balcon de la mairie quand les manifestants l'y appelaient.

Les événements de 1962 jugent sans appel les choix de 1958. Avoir choisi de Gaulle, c'est avoir prolongé la guerre d'Algérie par trois ans de malentendus et d'équivoque. C'est avoir renforcé les ultras. C'est avoir accru les dangers de guerre civile. C'est avoir encouragé les militaires factieux à recommencer toujours leurs complots contre la nation. La « volonté » de M. Terrenoire, les bonnes intentions de Mollet ou de Bazerque comptent peu en comparaison des faits eux-mêmes. L'O.A.S. de 1962, c'est le fruit du gaullisme de 1958.

Pierre LUQUET.

La riposte antifasciste au Quartier Latin



(Elie Kagan.)

LA MANIFESTATION DU QUARTIER LATIN
La jeunesse étudiante ne veut pas du fascisme.

VENDREDI dernier, boulevard Saint-Michel : deux « cyrards » de Saint-Louis viennent d'être arrêtés au cours d'un plastiquage. Le Comité antifasciste de Saint-Louis distribue des tracts pour demander l'épuration des classes préparatoires à Saint-Cyr qui se transforment peu à peu en école de formation pour cadres de l'O.A.S.

Trente jeunes fascistes sortent du lycée pour essayer d'interrompre la distribution : en cinq minutes, plus de deux cents étudiants antifascistes s'étaient regroupés et avaient repoussé, sans trop de ménagements, les « cyrards » à l'intérieur du lycée. Une manifestation spontanée démarrait aussitôt, aux cris de : « O.A.S. assassins ! », « Epurez Saint-Louis ! », et défilait pendant un quart d'heure sur le boulevard Saint-Michel avant de se disperser cour de la Sorbonne.

Lundi midi, meeting à la Sorbonne pour protester contre le plastiquage de notre camarade Hauriou, professeur à la Faculté de Droit. A la sortie, un cortège se forme. A deux reprises, rue de la Sorbonne et rue Soufflot, la police, qui en avait la possibilité, n'essaie pas de disperser les manifestants. Ceux-ci se dirigent alors vers la Faculté de Droit dont la corporation, ralliée à la F.N.E.F., s'était demandé, dans un communiqué, « si de

tels procédés sont profitables à la cause qu'ils entendent servir », le tout assorti d'une précision orale du président de la corpo, Léandri : « La corporation n'entendait nullement ainsi émettre une condamnation des méthodes de l'O.A.S. »

Les étudiants décidèrent d'aller demander des explications de vive voix. A la question : « Etes-vous pour ou contre l'O.A.S. ? », la seule réponse des dirigeants de la corpo fut : « Jeunes c... » Une algarade s'ensuivit : des étudiants se retrouvent enfermés avec les fascistes, le professeur Lasserre essaie d'intervenir pour obtenir leur libération, la police arrive, etc.

Conclusion : la température monte au Quartier Latin. Les étudiants antifascistes commencent maintenant à être organisés et il est certain qu'ils n'entendent tolérer aucune manifestation fasciste. Avant de passer à des actions de style plus offensif, il ne reste qu'à régler le problème de la coordination de ces forces. Le Front universitaire antifasciste de la Sorbonne (F.G.E.L., S.G.E.N., S.N.E.S., Syndicat des Appariteurs, P.S.U. U.E.C. et tous les comités antifascistes) prend à l'heure actuelle les contacts nécessaires en vue de coordonner l'action antifasciste des étudiants et des universitaires sur le plan parisien. J. K.

Le PSU a fait salle comble à la Mutualité

« **N**OUS avons invité le peuple de Paris et le peuple de Paris a répondu nombreux à notre appel. »

C'est ainsi que jeudi soir à la Mutualité, Edouard Depreux résumait plaisamment l'historique de ce meeting organisé par les fédérations de la région parisienne.

Le lundi précédent, en effet, convoqué à la Préfecture de police, Jacques Raynaud eut la surprise de s'entendre tenir, à peu près, le langage suivant : « Dans les circonstances présentes, toute grande réunion publique nous paraît peu opportune. D'ailleurs le ministre de l'Intérieur est décidé à interdire le meeting projeté par le P.S.U. »

Stupéfait, Raynaud esquissa un timide « Mais c'est contre l'O.A.S... »

— Evidemment, reprend le directeur de cabinet de M. Papon, évidemment... (Une pause. On sent le haut fonctionnaire quelque peu gêné de son emploi.)

— Ah ! continua-t-il, si vous pouviez me donner l'assurance qu'il s'agit d'une réunion privée. (Et, devant la mine toujours plus étonnée de Raynaud) Oui, vous comprenez, nous avons autorisé un meeting privé du colloque de Vincennes, nous ne pourrions pas faire moins pour le P.S.U.

Le lendemain, le représentant de la Fédération de Paris négociait les détails de l'accord. Il obtenait notamment qu'aucune exploitation de caractère privé ne soit faite dans la presse et que ce soit notre propre service d'ordre qui contrôlât les invitations.

Dans la journée, la fédération éditait dix mille tracts-invitations qui furent distribués en particulier au Quartier Latin, au métro Maubert-Mutualité et, le jour du meeting. Dès lors, on peut effectivement dire que nous avons « invité le peuple de Paris ».



(Elie Kagan.)

LE MEETING DE LA MUTUALITE
Le peuple de Paris a répondu à l'appel du P.S.U.

Que celui-ci ait répondu nombreux à cet appel ne semble guère douteux non plus : la salle était comble. Des militants venus nombreux certes, mais aussi beaucoup de jeunes inorganisés, en tout quelque trois mille personnes.

Le contrôle, souple mais strict, du service d'ordre à l'entrée, la fouille et l'ouverture des serviettes et sacs à main afin d'éviter tout incident, le quadrillage discret mais efficace permettant une intervention très rapide, tout cela ne sembla pas nuire au climat d'enthousiasme qui fut celui de toute cette soirée.

Chaque orateur fut en effet très largement applaudi par un public qui entendait donner ainsi un large accord aux thèmes développés. Le président excusa Robert Verdier, malade.

Après Claude Bourdet, qui s'attacha brièvement à dénoncer la complicité dont jouit l'O.A.S. dans les différents corps de l'appareil d'Etat (armée, po-

lice, haute administration, etc.) et jusqu'au sein du gouvernement, la parole fut donnée à Raymond Le Loch, membre du secrétariat national étudiant, pour décrire la place des jeunes dans le combat antifasciste.

« L'abbé Robert Davezies a été condamné à trois ans de prison. Le même tribunal vient d'acquitter trois militaires reconnus coupables de tortures sur la personne d'une Algérienne... Pour la justice d'un pays, jamais pareil sommet du crime n'avait été atteint. » Ce cri, c'est Laurent Schwartz qui le pousse sous les acclamations de la salle, avant de demander l'organisation de formes de résistance plus actives. « Il ne suffit plus de protester contre l'O.A.S., mais prendre des initiatives pour lutter contre l'extrême-droite », devait-il conclure.

Ce thème devait d'ailleurs être repris un peu plus tard dans l'intervention de Gilles Martinet.

Quant à André Philip, il s'attachait au problème algérien, rappelait toutes les tergiversations du pouvoir, constatait que les préalables disparaissaient les uns après les autres et qu'on en était au point où c'est aujourd'hui le F.L.N. qui « peut se demander si ceux qui sont en face de lui sont des interlocuteurs valables ». En conclusion, Philip réclamait que la négociation devienne publique et que l'opinion, ainsi informée, reste vigilante.

Edouard Depreux, secrétaire national, tirait les conclusions du meeting en appelant les inorganisés à rejoindre les rangs du P.S.U. Son appel était entendu puisque plus de cinquante adhésions étaient signées immédiatement et qu'il en arrive chaque jour de nouvelles au siège du parti.

Un beau succès, donc, pour les fédérations de la région parisienne.

Philippe LAUBREAUX.

L'action de l'O.A.S. dans les lycées

À la suite de l'arrestation, dans la nuit du jeudi 18 janvier, de deux élèves de la classe préparatoire à Saint-Cyr du lycée Saint-Louis alors qu'ils déposaient une charge de plastique, la grande presse s'empara de l'affaire et découvrit qu'il pourrait exister des groupes O.A.S. parmi les lycéens. *Le Monde*, le lendemain, titrait : « Des cellules O.A.S. dans plusieurs lycées ? »

Certainement. Il existe dans la plupart des lycées parisiens, des groupes plus ou moins structurés d'éléments d'extrême-droite « Algérie française » antisémites et anticommunistes, que les lycéens appellent, et pour cause, « les fascistes ». Ces dernières années, l'action de ces groupes était assez limitée et se réduisait le plus souvent à orner les lieux d'aisances des lycées de croix gammées et de slogans incisifs. Mais, avec le développement de l'activisme en Algérie puis en France, avec la naissance de l'O.A.S., ces groupes, travaillés de l'extérieur, devinrent plus sérieux et plus dangereux. On constate maintenant qu'ils sont liés entre eux et qu'il existe une autorité supérieure. Ils constituent souvent de véritables cellules structurées, avec des réunions périodiques et des activités variées : essais de distribution de tracts O.A.S., inscriptions voyantes, attaques individuelles des militants de gauche, descentes dans les réunions des J.S.U., des J.C. ou des comités antifascistes, tentatives pour empêcher la distribution de tracts, ce qui entraîne de violentes bagarres. Bien

plus, il semble que parmi les éléments les plus décidés de ces groupes se recrute une notable partie des plastiqueurs parisiens et sans doute même des tueurs.

Prenons des exemples précis. Les bagarres à la sortie des lycées, sait-on ce qu'elles sont ?

Dès l'année dernière, au lycée J.-Decour, il se produisait régulièrement, au moins deux fois par semaine, des bagarres violentes par suite de l'existence d'un groupe d'une vingtaine de « fascistes », avec blessés, interventions de la police et quelques fois arrestations. Des militants de gauche, repérés, ont été mis à la porte...

Au lycée Voltaire, des bagarres éclatent aussi, violentes souvent. Une fois, par exemple, les fascistes de plusieurs lycées s'étaient réunis et utilisés pour faire une descente un après-midi à la sortie du lycée. Les antifascistes se trouvant ce jour-là spécialement peu nombreux, ils ont été contraints de se réfugier à l'intérieur du lycée, portes fermées, pour échapper aux matraques et à appeler la police qui a dû patrouiller pendant deux heures, mitrailleuse en main ! Une autre fois, il y a eu au cours d'une de ces bagarres intervention unilatérale de policiers — en petit nombre — aussitôt corrigés par les antifascistes qui héritèrent de souvenirs : casquettes, matraques.

A Saint-Germain, au lycée Marcel-Roby, les lettres de menaces affluèrent, bientôt suivies d'une mise à exécution : deux professeurs ont été

plastiqués, un cocktail Molotov a été trouvé dans la salle de l'un d'entre eux, à l'intérieur du lycée, ce qui démontre clairement l'existence, par ailleurs connue, d'une cellule fasciste dans le lycée.

Les lycées de filles eux-mêmes sont infestés par l'O.A.S. ! Au lycée Fénelon, il existe aussi un groupe O.A.S. qui répand abondamment ses idées, repère les éléments de gauche ainsi que les professeurs, pour les signaler à leurs flirts, sans doute.

Les groupes fascistes prolifèrent d'une manière singulière dans les lycées où les pieds-noirs sont nombreux. Les lycées aristocratiques, à ce point de vue, sont particulièrement touchés. Certains deviennent ainsi par suite du grand nombre de pieds-noirs, invivables pour les organisations de gauche.

L'arrestation des deux plastiqueurs a rendu publique l'existence d'une cellule O.A.S. dans le lycée Saint-Louis. Or, nous l'avons montré, nombreux sont les lycées où de telles cellules existent. Ces groupes sont évidemment nuisibles car ils contaminent certains lycéens influençables, contribuent à l'intoxication des Français par l'O.A.S. et le plus souvent à ses actions terroristes. C'est pourquoi il faut envisager très sérieusement les formes d'action contre ces groupes : repérage des éléments les plus dangereux, ceci particulièrement dans les lycées où des profes-

seurs ont été plastiqués, car il est clair que les plastiqueurs agissent en liaison au moins avec des groupes intérieurs aux lycées.

Les lycéens antifascistes ont déjà entrepris la lutte comme il se doit et les fascistes ont reçu de sévères corrections dans les lycées Voltaire, Louis-le-Grand, J.-Decour, Buffon, entre autres, et récemment, à la suite de l'arrestation des deux plastiqueurs, Saint-Louis.

P. MELINE.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

LA HISTADROUT ET LE voie israélienne du socialisme

Le mouvement ouvrier israélien a pris naissance il y a plus de cinquante ans, lorsque les premiers groupes de travailleurs se formèrent en Palestine — ébauche du Foyer national juif. Une tendance des pionniers juifs mettait l'accent sur la seule création du foyer national tandis que l'autre — tout en reconnaissant l'intérêt de la lutte politique — pensait que celle-ci n'avait de chances de réussir que dans la mesure où seraient implantées solidement les bases de la société future.

C'est ainsi que, dès cette époque, le mouvement ouvrier s'imposa. Parce que les travailleurs forment les fondements de toute société, ces pionniers décidèrent de devenir des ouvriers. Le commerce et les activités strictement intellectuelles résultaient d'une façon de vivre qui était imposée aux juifs dispersés dans le monde, conséquence d'une situation minoritaire, de la discrimination et des persécutions dont ils étaient les victimes. Il fallait prouver qu'aucune activité n'était impossible pour les Juifs, et tout d'abord en agriculture.

Installés dans une Palestine négligée par l'Empire ottoman, les pionniers du sionisme se trouverent aux prises avec le désert qui s'étendait au Sud, et les marécages malariques au Nord. Ni industrie, ni commerce. Des méthodes de culture primitives permettant aux fellahin arabes de vivre misérablement sur des terres sans rendement, accablés de dettes envers les grands propriétaires arabes.

C'est dans cette atmosphère que les premiers travailleurs se retrouvèrent dans les quelques orangeries. Mais en 1909, sur les rives du Jourdain, le premier village de travailleurs sionistes fut créé : Degania. Pour vivre mieux, se protéger, lutter en commun, les premières exploitations agricoles se constituèrent en « kibboutz » (village communautaire) dont les biens sont la propriété de la collectivité qui les exploite. Depuis, naquit le « moshav » (colonie coopérative de petits exploitants où chaque famille loue une ferme et où l'écoulement de la production, l'achat des fournitures et l'exploitation ont un caractère coopératif. Enfin, se forma la colonie collective de petits exploitants, le « moshav shitufi » qui combine les caractéristiques des deux formes précédentes. Toutes ces colonies sont considérées comme coopératives tout à la fois de producteurs, de vente et de consommateurs. Les produits sont écoulés par une coopérative nationale, la « Tnuva » qui manipule près de 70 p. 100 des produits de l'exploitation mixte et 20 p. 100 des exportations d'agrumes. La terre appartient dans tous les cas à l'Etat et est louée à bail.

En dehors des colonies agricoles, près d'un tiers de la population est desservi par plus de mille magasins coopératifs.

D'autres secteurs de l'économie sont aujourd'hui dans l'organisation coopérative : transports par autobus en majeure partie, taxis ; des branches d'industrie légère ou de services commerciaux : distribution de glace, hôtellerie, restaurant, cinéma, kérosène, etc.

Volumes de matières premières transformées dans les industries de la Histadrouit

	En livres israéliennes
TOTAL	500.000.000
Métallurgie	96.332.000
Electricité	9.092.000
Ciment et dérivés	59.820.000
Verre et céramique ..	24.716.000
Carrières, pierres, sables	15.758.000

— Une part des produits de consommation est distribuée par les coopératives de consommation et de distribution kibboutziques et histadroutiques.

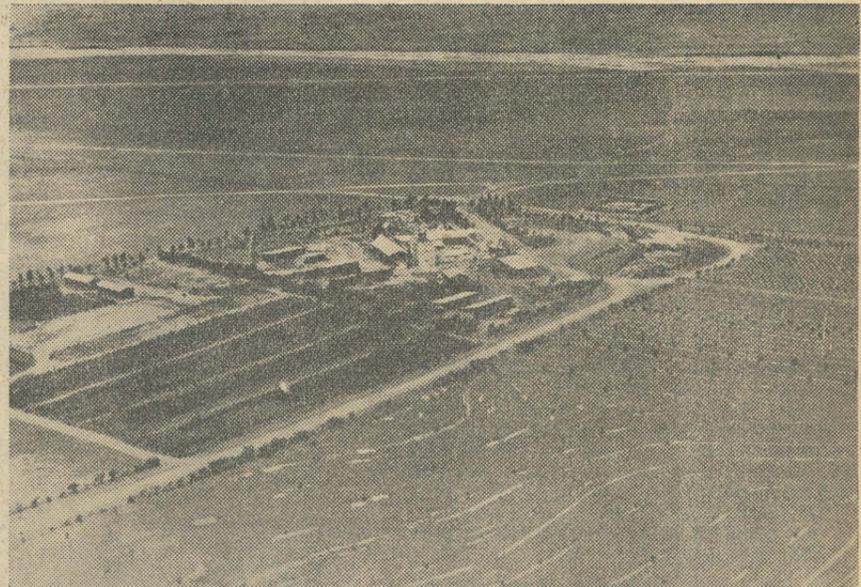
— Le transport des marchandises est assuré à 80 % par des coopératives.

— Tout le travail portuaire est contrôlé par la Histadrouit.

— Les transports routiers sont 100 % coopératifs histadroutiques.

— Les transports maritimes sont à 85 % dans le secteur public.

La Histadrouit (Confédération générale du Travail en Israël) fut fondée il y a trente-neuf ans en Palestine. Son but fut, à l'origine, de donner aux immigrants une formation et de



(Office israélien du Tourisme)

Un kibboutz : une agriculture extensive avec une organisation socialiste.

trait insuffisant, l'organisation syndicale prit la tête de l'expansion industrielle en Israël. C'est ainsi que la Histadrouit fonda la première compagnie de navigation, la première com-

dont 110.000 dans les usines et les coopératives.

Près de 200.000 personnes vivent dans les colonies communautaires ou coopératives qui produisent 65 p. 100 de la production alimentaire du pays. Il existe environ 200 coopératives de producteurs et de services publics dont certaines depuis 20 à 30 ans. Les plus importantes assurent les transports routiers, services urbains et interurbains ; la compagnie maritime Zim, la compagnie nationale d'aviation El Al, etc.

L'économie ouvrière se fonde sur la Banque des Travailleurs et sur la « Hassneh », une des plus grandes compagnies d'assurances d'Israël.

Composition politique de la Histadrouit

Les travailleurs se groupent dans leurs syndicats professionnels, mais adhèrent — directement et personnellement — à la Histadrouit. Cette dernière n'a pas d'activité politique, à proprement parler, et n'est associée à aucun parti. Cependant, la politique entre à l'Histadrouit par l'entremise de ses organes directeurs dont les membres sont élus sur la base du principe de la représentation proportionnelle et d'après les partis qu'ils représentent.

Le Mapai, parti de la majorité parlementaire, est actuellement, de très peu, majoritaire à l'Histadrouit : 55 p. 100.

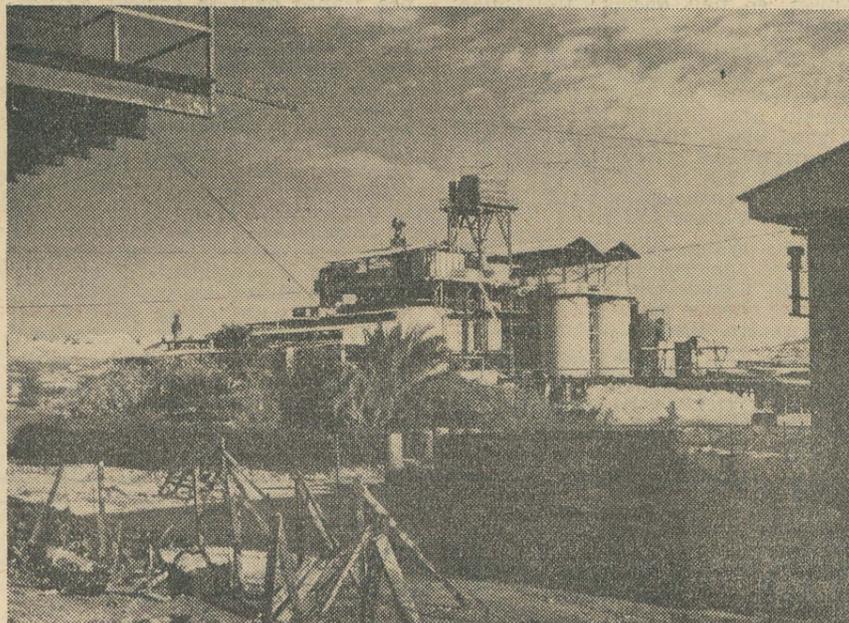
Deux partis ouvriers de gauche : le Mapam et le Achdut Haavoda, ont respectivement 14 et 17 p. 100. Les communistes 2 p. 100. Les libéraux et les partis religieux (il y en a 4), 10 p. 100 environ.

Mais les syndicats de la Histadrouit qui, à la suite d'un accord, comprennent également des membres d'organisations religieuses non rattachées à la grande centrale, groupent à peu près 90 p. 100 de tous les salariés qui composent les 700.000 membres de la Histadrouit — dont plus de 200.000 ménagères.

Au total, près de 1.300.000 personnes — hommes, femmes et enfants — bénéficient de l'assistance fournie par les institutions de la Confédération générale des Travailleurs en Israël.

La très grande majorité des gens qui travaillent bénéficient de l'assurance maladie « Kupat Holim » (caisse maladie de la Histadrouit) qui compte 1.250.000 affiliés.

La Histadrouit, avec un réseau de dispensaires, stations médicales et sanitaires, centres de protection maternelle et infantile, quelque quinze hôpitaux desservis par des établissements scientifiques de recherche, service de radiologie et des laboratoires, couvre tout le territoire du pays. L'Etat contribue pour un dixième du budget, le reste est fourni par les cotisations des employeurs et des salariés (proportionnellement à leurs revenus).



(Office israélien du Tourisme)

A Sdom (Sodome), dans un paysage désolé, l'usine pour l'exploitation des produits de la Mer Noire.

normaliser la structure sociale du peuple juif. Mais rapidement, la Histadrouit comprit qu'il était essentiel de prévoir de nouvelles possibilités d'emploi afin de donner le moyen de gagner leur vie aux travailleurs réadaptés.

Comme le capital « privé » se mon-

tagne de transports aériens et le premier service national d'approvisionnement en eau, bien avant l'indépendance de l'Etat. La section industrielle est, aujourd'hui, à la tête de l'industrie lourde du pays.

Les initiatives des coopératives — et leur financement — furent coordonnées par la « Hevrat Ovdim » (Association générale coopérative des travailleurs juifs).

177.000 personnes gagnent leur vie dans les entreprises de la Histadrouit,

Les industries de la Histadrouit dans l'économie israélienne

Population totale	2.187.000
(dont 1.939.000 Juifs)	
Travailleurs occupés....	702.000
(soit 53,2% de la main-d'œuvre disponible).	
Personnes occupées dans les entreprises industrielles kibboutziques...	32.000
Travailleurs employés dans les entreprises contrôlées par la Histadrouit :	
— Industries, artisanat	25.431
— Dans l'économie totale	162.200
(soit 15,70 % de l'ensemble des travailleurs de l'industrie et de l'artisanat).	



(A. D. P.)

L'époque des pionniers.

MOUVEMENT OUVRIER

me...

La Histadrout contribue, pour une part importante, à des avantages supplémentaires du salaire direct dont voici les proportions :

(en pourcentage)

Entreprises industrielles appartenant à la Histadrout ..	33,45
Etablissements de la Histadrout	33,75
Industrie métallurgique	25,75
Industrie des cigarettes	27,10
Imprimerie	29,05
Fonction publique	30,25
Agriculture	20,60

Une politique des salaires très prudente

Cette politique qui tend à garantir un niveau minimum pour tous avant d'améliorer le niveau des travailleurs des catégories supérieures a pour résultat un éventail des salaires et des traitements très resserré. Ce qui ne va pas sans provoquer un profond mécontentement parmi les travailleurs diplômés des grandes écoles ou des universités, et parmi les cadres.

A l'heure actuelle, grâce à la Histadrout, près de 90 p. 100 de tous les salariés d'Israël sont régis par des conventions collectives dont la validité est d'une durée de deux années. Mais une indemnité de vie chère — fixée primitivement tous les trois mois — est aujourd'hui révisée tous les six mois, en cas d'augmentation de 3 p. 100 ou plus de l'indice des prix.

Cette politique des salaires — très prudente — qui caractérise le parti de la majorité dans la Histadrout est souvent condamnée par les partis de la minorité. S'il est évident qu'une hausse excessive des salaires risquerait de compromettre la stabilité économique du pays, il est cependant intéressant de souligner ici que — sur la base 100 en 1958 — la production est passée de 128,5 en 1960 à 146,3 en 1961. L'extension de l'activité économique d'Israël se manifeste dans les statistiques suivantes (en dollars) :

Import 1960	: 236,7 millions
Import 1961	: 285,7 millions
Export 1960	: 120,5 millions
Export 1961	: 138,1 millions

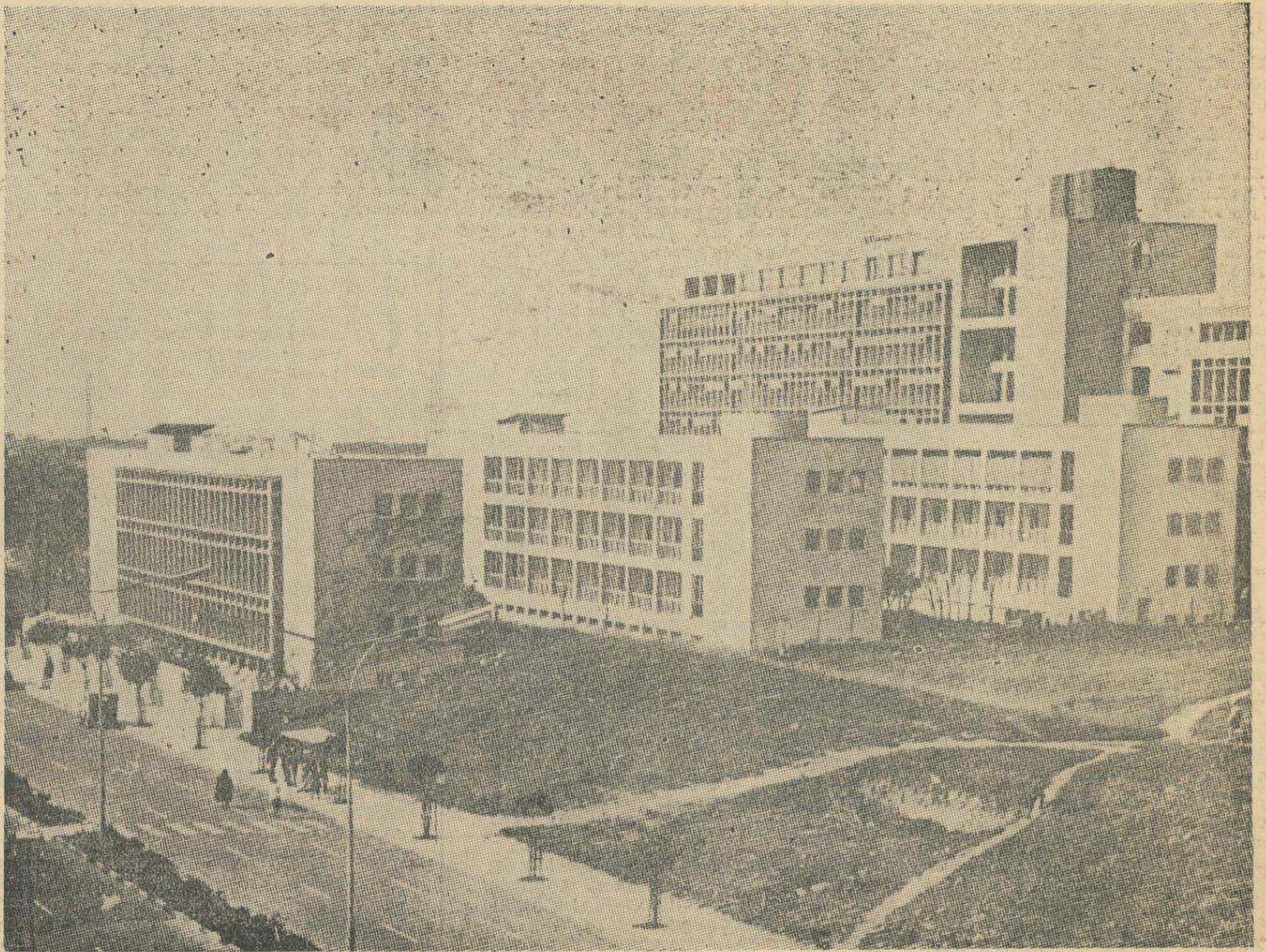
Une constatation reste cependant à faire : c'est un très fort pourcentage de personnes employées dans le secteur tertiaire (emplois non productifs) : 40 p. 100 travaillent dans l'industrie et l'agriculture et 16 p. 100 dans les services de transport et le Bâtiment. Un grand nombre de travailleurs sont employés dans l'administration ou dans des professions libérales.

Répartition de la main-d'œuvre totale en Israël

(en pourcentage)

Agriculture	17,1
Industries	23,2
Travaux publics et Bâtiment	9,2
Electricité, eau et services sanitaires (commerce)	2,3
Commerce, finances et assurances	12,2
Transports et dépôts	6,3
Services publics	22
Petits artisans	7,7

C'est peut-être pour cette raison que la Histadrout s'oppose à toute hausse de salaires qui ne serait pas compensée par un accroissement de productivité. Ce rendement est d'ailleurs en hausse constante puisqu'il est passé de l'indice 100 en 1949 à 187,5, en 1959, pour l'industrie, et 241,9 pour l'agriculture — tandis



Le siège de l'Histadrout à Tel-Aviv : un véritable ministère du Travail.

qu'exprimé en livres israéliennes au taux de 1949, il est monté à :

INDUSTRIE	
1949	: 1.875
1959	: 3.516
AGRICULTURE	
1949	: 663
1959	: 1.604

Une base socialiste

Le mouvement coopératif, syndical et communautaire et la Histadrout forment les fondements très solides d'une construction qui peut devenir un Etat socialiste.

Part des productions kibboutziques dans le revenu national :

— Agriculture (sauf agrumes)	70 %
— Agrumes	40 %

Part des productions histadroutiques dans le revenu national :

— Industries légères et artisanat	23 %
— Industrie lourde (métallurgie, fonderie) ..	95 %

Aujourd'hui, 226 kibboutzim — comptant une population d'environ 83.000 personnes — fournissent plus du tiers de la production agricole totale du pays. Mais le développement kibboutzique est freiné par le peu de goût des nouveaux immigrants pour la vie communautaire.

Cependant, le « moshav » — village coopératif de petits propriétaires — recueille la faveur des éléments moins idéalistes, moins dogmatiques aussi. Il y a 319 « moshavim » groupant 102.000 personnes.

Dans l'agriculture, 80 p. 100 des ouvriers sont affiliés à la Histadrout. Les ouvriers groupés dans les industries appartenant à la centrale représentent 25 p. 100 de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans les entreprises de l'Etat, ce pourcentage est de 27 p. 100. Enfin, dans les industries du secteur privé, il est de 49 p. 100.

On le voit, la marge, faible, en faveur du secteur « socialisant » l'emporte cependant sur le secteur capitaliste. Mais son évolution dépend de la politique adoptée par la Hista-

drouit, c'est-à-dire par sa majorité qui est de tendance Mapai, donc de la majorité gouvernementale et parlementaire.

Cela dépend aussi du degré de volonté — et des possibilités — qu'aura la Histadrout, et de sa capacité « socialiste », de lutter contre le secteur capitaliste concurrent qui lui impose la loi du marché, c'est-à-dire la concurrence.

En face de considérations purement commerciales, quelle sera la force des principes du mouvement ? Quelles seront les relations avec le capital privé — tant intérieur qu'étranger — capital indispensable pour les lourds investissements nécessaires à la consolidation de l'économie de l'Etat (la Histadrout aurait besoin de 500 millions de dollars pour l'aménagement du Néguev, entreprise non rentable dans l'immédiat). Il reste encore la marge de liberté que possèdent les entreprises groupées dans la « Hevrat Ovdim », le degré de contrôle à s'assurer à l'égard de celles-ci. En un mot, c'est tout le problème du dirigisme qui est posé, économie dirigée dans le secteur des investissements et réinvestissements socialistes, bien sûr, mais aussi dans le secteur étatique — et ses rapports avec le secteur privé.

Dans le secteur histadroutique, les expériences faites pour associer plus étroitement les travailleurs à la direction de l'entreprise ne semblent pas avoir donné des résultats encourageants. Il peut arriver — a remarqué le secrétaire général de la Histadrout — que le travailleur n'ait plus conscience d'être, lui aussi, propriétaire de l'usine en sa qualité de membre de la Histadrout et que, par suite, il ne se soucie pas autant de la bonne marche de l'entreprise. La création de conseils de gestion mixte — administrateurs et ouvriers — chargés de diriger les entreprises est l'amorce d'un aboutissement de la « socialisation ». Mais ce stade n'est pas encore atteint.

Malgré toutes ces réserves, même si on ne peut dire que l'Etat d'Israël est un Etat socialiste, l'analyse comparée des objectifs, les résultats atteints, permettent d'affirmer que ce pays a atteint un degré de développement social qui peut être donné en exemple à beaucoup de pays, même réputés « socialistes ».

La Histadrout, les coopératives, les mouvements agricoles et industriels communautaires forment les fonde-

ments socialistes sur lesquels il importe maintenant de construire l'Etat socialiste d'Israël. Ces fondements seront-ils assez solides pour supporter le poids d'une telle construction ? Le capitalisme laissera-t-il s'édifier une telle société de travailleurs régie par les idéaux de justice sociale et par le seul souci de protéger l'Homme dans une nature complexe et souvent hostile ? Mais aussi, il semble plus facile et plus rapide de modifier la nature du sol que celle des individus ; or Israël veut écarter tout moyen de contrainte au risque de freiner l'efficacité de mesures immédiates nécessaires...

Enfin, l'avenir de ce pays est inscrit dans un monde en paix ; une paix qui ne dépend pas d'Israël, quoique ce soit, paradoxalement la guerre et les iniques violences raciales qui aient contribué pour une large part à l'accélération de la construction de l'Etat d'Israël.

En conclusion, il est très difficile de juger Israël avec le sens critique dont disposent des socialistes européens trop imprégnés de culture bourgeoise.

Israël, c'est de l'idéal au contact de la réalité...

Ady-BRILLE.

RECTIFICATIF

Dans notre dernier article (T.S. n° 85, p. 7, premier paragraphe), une coquille nous fait dire que les terres avaient été achetées par l'Agence juive « bien en dessous » de leur valeur réelle.

C'est « bien au-dessus » qu'il faut lire. En fait, l'Agence juive achetait des terres souvent peu cultivées ou en friche. Mais après irrigation, nettoyage des cailloux, remise en culture, ces terres valent aujourd'hui considérablement plus qu'à l'époque où les Arabes les possédaient. C'est la fable de La Fontaine « Le laboureur et ses enfants »... Le trésor, c'est la somme de travail qui le met à jour et non les chèvres qui broutent tout ce qui pousse !

...ou Etat dans l'Etat ?

A Decazeville la lutte continue

LES mineurs de Decazeville poursuivent leur grève avec une énergie indomptable.

Seule, la C.G.T. s'est efforcée de déclencher des grèves de solidarité qui ont été plus ou moins suivies : mouvements de vingt-quatre heures, le 17 janvier, dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais et le 19 janvier dans les Houillères de Lorraine. Les organisations F.O. et C.F.T.C. ont refusé d'y participer et ont insisté sur l'importance des collectes pour soutenir l'effort des mineurs de Decazeville. Le 21 janvier, à l'occasion d'une visite de « solidarité » des mineurs du Tarn, 10.000 personnes ont manifesté à Decazeville.

Une décision d'action

Le 22 janvier a eu lieu à Rodez une réunion des représentants des organisations syndicales ouvrières « consultatives » et professionnelles de dix-sept départements : Aveyron, Ariège, Aude, Cantal, Corrèze, Gard, Hérault, Gers, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Lot, Lozère, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Basses-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Les deux cents délégués présents ont confirmé leur solidarité avec les mineurs de Decazeville en grève sur le tas depuis le 19 décembre et ont décidé d'organiser pour le 26 janvier une journée d'action dans tous les départements, avec grève totale dans l'Aveyron et deux grands rassemblements à Millau et Rodez.

A la réunion de Rodez, le porte-parole du comité intersyndical des mineurs a souligné qu'à travers le conflit actuel, c'est la vie même des régions sous-développées qui est concernée, où la réduction constante de l'emploi, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, aggrave l'exode vers des régions plus privilégiées.

« Dans l'Aveyron, a-t-il précisé, 66 p. 100 de la population est âgée de plus de soixante-dix ans, 3.000 jeunes quittent le département chaque année, et depuis dix ans, dix usines ont fermé leurs portes. Les mineurs de Decazeville ont sonné le réveil des consciences de toute la région. Leur combat est le combat de tous, leur défaite sonnerait le glas des régions sous-développées.

Bruel, secrétaire général des exploitants agricoles a, de son côté, an-

noncé que les paysans participeraient à la journée du 26 janvier afin que le dialogue soit repris pour une solution de justice et d'humanité.

Les délégués ont élevé « une protestation indignée contre le refus renouvelé du ministre de l'Industrie et du Commerce d'ouvrir une véritable négociation ». Ils ont condamné la politique charbonnière du gouvernement et constaté que « le IV^e plan gouvernemental n'envisage aucune mesure rassurante et valable pour remédier à l'appauvrissement des départements sous-développés du Sud-Ouest et du Centre.

Un fait positif

Le samedi 19, à Rodez, la conférence régionale économique du P.S.U. pour le Sud-Ouest a décidé d'organiser la lutte contre le sous-développement économique. A la suite des événements de Decazeville, les militants P.S.U. ont estimé que les problèmes posés avaient une ampleur régionale et que la fermeture des mines de Decazeville est une mesure qui en annonce d'autres. Le Sud-Ouest est une région sous-développée qui ne pourra que s'appauvrir si un plan de progression économique n'est pas établi d'urgence et si les organisations syndicales ouvrières et paysannes ne s'unissent pas pour l'imposer au gouvernement.

C'est pourquoi la régionalisation du problème a été fortement appuyée par le P.S.U. La conférence des organisations économiques et sociales du Sud-Ouest de dimanche dernier est un fait positif, malgré les confusions inévitables qu'un regroupement aussi large ne pouvait manquer de faire naître.

La journée d'action régionale décidée pour le 26 janvier doit manifester à la fois la solidarité des travailleurs ouvriers et paysans avec les mineurs de Decazeville et leur volonté de ne pas être constamment sacrifiés par un pouvoir capitaliste centralisateur.

C'est dans cet esprit que les fédérations P.S.U. du Sud-Ouest se sont réunies le 19 à Rodez, sous la présidence de Henri Longeot qui représentait le Bureau National et de Serge Mallet, membre du C.P.N. et responsable de la Commission nationale agricole.

La conférence du P.S.U. a tenu à manifester sa solidarité avec les mineurs, a précisé les bases d'un plan d'action et décidé de créer des groupes de travail qui préciseront les ob-

jectifs économiques et les moyens d'action.

Trois groupes de travail, — l'un sur l'Aveyron, le Lot, le Tarn, la Lozère et le Tarn-et-Garonne, le deuxième sur la Haute-Garonne, le Lot-et-Garonne, le Gers, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées — le troisième sur

l'Aude, l'Hérault, le Gard et les Pyrénées-Orientales — vont se mettre immédiatement au travail. Nous publions ci-dessous le texte de la résolution votée par la conférence et qui servira de base à cet important travail.

H. L.

UNE Conférence régionale économique du Parti Socialiste Unifié s'est réunie à Rodez, le 20 janvier 1962, sous la présidence de Henri Longeot, membre du Bureau national, et de Serge Mallet, membre du Comité politique national, et responsable de la Commission nationale agricole.

Elle a adopté la résolution suivante :

La Conférence économique régionale du P.S.U. réunie à Rodez, le 20-1-1962, pour analyser les problèmes posés par la crise de Decazeville,

CONSTATE la responsabilité des Pouvoirs publics qui ont laissé éclater une crise grave à Decazeville alors que l'évolution économique et énergétique la laissait prévoir depuis longtemps et aurait dû obliger le gouvernement à prendre les mesures propres à faciliter la reconversion dans le cadre d'un ensemble régional cohérent et économiquement viable,

CONDAMNE le refus du gouvernement responsable d'ouvrir la discussion avec le Comité intersyndical des mineurs,

DENONCE la centralisation politique et administrative responsable du sous-développement des départements sacrifiés et considère que la structure monolithique des Charbonnages de France est lourdement responsable de l'absence d'initiative des centres charbonniers régionaux,

AFFIRME sa solidarité avec les mineurs et la population de Decazeville qui sont actuellement les victimes irresponsables de l'imprévoyance du pouvoir,

APPELLE l'ensemble des militants et des sympathisants du P.S.U. à développer sous toutes ses formes l'action de masse pour contraindre le gouvernement à engager les pourparlers,

EXIGE qu'en aucun cas les mi-

neurs intéressés ne soient spoliés des garanties sociales (Sécurité sociale minière et régime de retraite, en particulier) qui découlent du contrat conclu entre le gouvernement et les salariés de la mine,

DEMANDE qu'un plan régional d'expansion économique soit d'urgence établi par le gouvernement, en accord avec les organisations professionnelles et syndicales de la région. Ce plan devra comporter une prévision annuelle de réalisation par tranches avec inscription au budget des crédits nécessaires. Il sera exécuté sous la responsabilité d'un commissaire régional au Plan et sous le contrôle des représentants des diverses couches sociales intéressées. Ce plan devra prévoir en priorité :

1°) l'organisation des moyens de communication assurant le désenclavement de la région ;

2°) la valorisation des productions locales : conditionnement ou transformation sur place des produits agricoles, organisation des circuits de commercialisation ;

3°) l'implantation de centres industriels importants, en évitant l'émiettement géographique qui est trop complaisamment favorisé par les Pouvoirs publics au détriment de l'intérêt général de la région ;

DEMANDE pour assurer le démarrage immédiat de réalisations concrètes :

1°) que le gouvernement dégage les crédits nécessaires à une première tranche de travaux d'infrastructure ;

2°) que le Parlement donne aux Charbonnages de France les moyens légaux de participer à la création d'industries nouvelles.

La Conférence régionale économique du P.S.U. a décidé également la création d'une Commission économique régionale permanente, afin de préciser un plan de développement économique de la région.

A propos de Saint-Pol-de-Léon :

S.I.C.A. ou syndicat indépendant ?

Un camarade, petit exploitant agricole à Santez (canton de Saint-Pol-de-Léon), m'a écrit une longue lettre pour me reprocher vivement d'avoir pris parti pour la S.I.C.A. de Saint-Pol contre les « primeuristes » de la Côte (1).

Faute de place, je ne puis citer intégralement cette lettre ; je me contenterai donc de résumer l'argumentation de notre camarade qui, dépassant une situation locale, pose le problème de l'organisation des marchés agricoles.

MON correspondant m'expose d'abord les raisons qui ont conduit les primeuristes à refuser leur adhésion à la S.I.C.A. En premier lieu, les primeuristes sont en majorité des petits exploitants dont les conditions de vie demeurent difficiles, ils ne peuvent donc accepter les paiements différés offerts par la S.I.C.A. Il faut attendre un mois ou plus, écrit mon correspondant. Les paiements sont effectués en une semaine, rétorquent les responsables de la S.I.C.A.

Deuxièmement, les produits livrés par les exploitants côtiers sont de « véritables primeurs qui se vendent à bon prix ». En alignant les cours de leur production sur ceux-là, les membres de la S.I.C.A. feraient une bonne affaire. Mais la régularisation

du marché risque de se retourner contre les primeuristes, dont les petites exploitations ne sont rentables que si les cours sont soutenus. Les intérêts en présence sont incontestablement divergents.

Enfin, le syndicat des primeuristes se plaint des mesures autoritaires de la S.I.C.A., voire de ses pressions sur les Caisses de Crédit agricole locales.

Mais surtout les « indépendants » estiment que l'échec fondamental de la S.I.C.A. provient de ce qu'elle a finalement renoncé à commercialiser elle-même ses produits, préférant conclure un accord avec les négociants expéditeurs. Où est alors le raccourcissement du circuit qui avait été promis ?

Mon correspondant en vient alors à ce qu'il nomme mes « erreurs » :

— Les violences et les provocations du 14 décembre que j'avais qualifiées d'« intolérables » auraient été minimes, ce n'est toutefois pas l'avis des correspondants de la presse parisienne. De toute façon, sans me prononcer sur la gravité matérielle de ces violences, je continue à penser qu'elles sont un mauvais point pour les primeuristes. De solides arguments économiques auraient plus de prix et auraient sans doute contribué à avancer une solution au problème. Les primeuristes refusent d'être taxés d'individualistes dépassés, la preuve : le « syndicat des indépendants » aurait recueilli au cours d'un référen-

dum (?) 3.200 voix sur 6.000 producteurs. Je ne mets pas en doute le caractère collectif de ce syndicat, je dis simplement que ses adhérents en restent à la notion de « marché libre », expression qui revient souvent sous la plume de mon contradicteur, alors que la S.I.C.A. a pour but d'organiser le marché.

Voilà le cœur même du problème : les primeuristes de la Côte sont-ils, oui ou non, prêts à accepter un certain nombre de règles commerciales qui s'imposeraient à tous ? Sont-ils prêts à accepter une discipline syndicale accompagnée de sanctions éventuelles ? Les réactions des « indépendants » de Saint-Pol-de-Léon risquent fort de se multiplier à l'avenir lorsque la profession agricole s'organiserait, en particulier lorsque les groupements de producteurs voudront rendre obligatoires certaines règles de commercialisation, y compris la fixation d'un prix minimum.

Il est de notoriété publique que les animateurs de la S.I.C.A. de Saint-Pol-de-Léon ont du goût pour les méthodes autoritaires, qu'ils rêvent d'un monopole de vente des artichauts et des choux-fleurs, dont les consommateurs risquent un jour de faire les frais ; mais est-ce une raison de tenir pour négligeables, voire néfastes, les efforts d'organisation, d'éducation, qu'ils ont entrepris dans le rayon de culture ? Contrairement à ce que croient certains de nos ca-

marades bretons, je n'ai jamais pensé que cette S.I.C.A. fut parfaite, qu'elle doive être la seule. Je maintiens seulement qu'elle va dans le sens du devenir de l'agriculture française. A nos camarades d'en tirer les conséquences qu'elles qu'elles soient sur le plan local.

Pour ce qui est du problème politique — le fait que la S.I.C.A. soit entre les mains de gens de droite ou de cléricaux — je renvoie à l'excellent article de Serge Mallet dans « T. S. » (n° 62, du 15 juillet 1961) qui montre parfaitement que la prise de conscience économique précède presque toujours la prise de conscience politique.

Dans le canton de Saint-Pol, adversaires et partisans de la S.I.C.A. se déchirent à l'intérieur des familles, divisant les villages en deux camps hostiles. Il serait temps, comme le souhaite mon correspondant, que le bon sens triomphe et qu'une « solution valable pour les deux tendances en présence aboutisse rapidement pour « dépassionnaliser » le problème ».

Je ne renonce pas à penser que les militants du P.S.U. ont un grand rôle à jouer pour trouver cette solution.

(1) La Semaine agricole, n° 81 de T. S. du 23 décembre.

J.-C. BARIGEL

VERS LA REPRISE DE L'ACTION REVENDICATIVE

AVEC les fêtes de Noël et du Nouvel An, l'agitation sociale a connu une trêve. Sauf dans les P. et T. où des grèves tournantes sont venues accroître l'embouteillage résultant de l'insuffisance des moyens dont dispose cette administration pour faire face à ses obligations en cette période de pointe.

En ce qui concerne les prix, M. Missoffe se débat toujours avec les bouchers sans que, jusqu'ici, des mesures concrètes aient été prises pour aboutir à une baisse réelle de la viande.

Toutefois, en dehors des conflits résultant de difficultés particulières à certaines entreprises — dont nous avons parlé la semaine dernière — le secteur privé demeure calme. Aucune grève importante n'a eu lieu depuis le conflit des usines Peugeot dont la politique sociale n'est pas au-dessus de toute critique, y compris en matière de logement (voir ci-dessous). A noter, par contre, la signature d'un intéressant accord d'entreprise chez Neyrpic, à Grenoble.

Par ailleurs, le gouvernement s'efforce de calmer le mécontentement des cadres en abandonnant son projet de suppression du plafond pour les cotisations sociales.

Cette situation permet au patronat de célébrer, au lendemain de l'accord sur les retraites complémentaires, les vertus d'une collaboration entre le C.N.P.F. et les syndicats « libres » pour la défense de « l'initiative privée ».

Dans le secteur public, le climat demeure sans doute plus tendu, bien que les pourparlers reprennent entre le gouvernement et les syndicats de l'E.G.F. En dépit des préoccupations qu'entraînent, pour les organisations syndicales, la prolongation de la guerre d'Algérie et l'action de l'O.A.S., c'est essentiellement dans le secteur public que s'amorce la reprise l'action revendicative.

Embouteillage et grèves dans les P. et T.

Les retards enregistrés au début de l'année dans la distribution du courrier ont mis en lumière les difficultés éprouvées par l'administration des P. et T. à faire face aux tâches supplémentaires qui sont alors les siennes, l'embauchage d'auxiliaires temporaires, souvent sans qualification professionnelle constituant un palliatif insuffisant.

D'autre part, des grèves tournantes déclenchées dans les centres de tri et chez les chauffeurs de camionnettes postales — sur un mot d'ordre de la C.G.T. et des autonomes — ont contribué également aux perturbations.

Sur un autre plan, on remarque un encombrement des centraux et des lignes téléphoniques. Selon le directeur général des télécommunications, « le téléphone est, avec le logement, un des secteurs de l'activité nationale où subsiste encore la pénurie née de la guerre ». On souligne à ce sujet que le nombre des abonnés a maintenant dépassé deux millions et que le trafic a triplé par rapport à 1938, sans qu'il y ait augmentation parallèle des crédits. Le développement de l'automatique urbain et interurbain s'avère en particulier insuffisant.

Les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. mettent l'accent sur le surmenage et la tension nerveuse des téléphonistes — le plus souvent des femmes — du

fait de la réduction des effectifs. La Fédération F.O. des P. et T. s'élève contre l'insuffisance des dispositions prévues dans le IV^e Plan en ce qui concerne l'équipement de ce secteur public.

L'échec de M. Missoffe

L'O.R.G.E.C.O. (l'organisation générale des consommateurs fondée par la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O.) a déclaré que l'action entreprise par M. Missoffe pour faire baisser le coût de la vie a échoué. L'Organisation souligne dans un communiqué que la réforme profonde du circuit de la viande à tous les stades « peut seule apporter des baisses de prix durables et importantes ». Et l'O.R.G.E.C.O. ajoute : « Une telle réforme est une œuvre de longue haleine qui est indispensable et que l'on a déjà trop tardé à entreprendre. C'est pourquoi la taxation et les autres mesures prises au seul stade du détaillant se révéleront toujours inopérantes ».

Cependant, le ministre s'affirme toujours partisan de la création d'abattoirs industriels. Jusqu'ici, les contacts entre les représentants des syndicats d'exploitants agricoles et

a édifié à Valentigney un ensemble locatif de 830 logements, à proximité des usines Peugeot, sur un terrain appartenant à celles-ci et destiné en majeure partie au personnel. Actuellement, 160 logements de quatre à cinq pièces sont inoccupés. La cause en est la cherté des loyers pratiqués par la société immobilière.

En effet, pour un logement de quatre pièces, le loyer mensuel est fixé à 216 NF, auxquels s'ajoutent 15 à 20 p. 100 de charges, selon que le locataire dispose ou non d'un ascenseur. Cela représente plus de 30 p. 100 des ressources de la famille ouvrière moyenne (salaire et prestations familiales).

Une soixantaine de locataires ont d'ailleurs abandonné la cité depuis un an, soit volontairement, soit à la suite d'expulsions.

Accord intéressant chez Neyrpic

Un intéressant accord d'entreprise a été conclu le 13 janvier, à Grenoble, chez Neyrpic, construction électrique (4.000 travailleurs). Cet accord, dont certaines clauses rappellent celles de l'accord Berliet signé en novembre dernier, a obtenu l'approbation de la

L'accord du 13 janvier fait suite au protocole du 11 octobre dernier sur les salaires, lequel garantissait 4 p. 100 d'augmentation annuelle, plus 2 p. 100 pour chacun des mensuels (90 p. 100 du personnel). En outre, lorsque la hausse du coût de la vie atteindrait 5 p. 100 par an, les parties contractantes envisageraient les mesures à prendre pour y faire face.

Pas de suppression du plafond de la Sécurité Sociale

Le gouvernement avait relevé l'année dernière le plafond des salaires en dessous desquels sont prélevées les cotisations pour la Sécurité sociale et les allocations familiales et au-dessus desquels les cadres cotisent pour leur retraite. Il avait supprimé, par le décret du 16 février 1961, la référence à l'évolution des salaires pour le relèvement du plafond. Ces mesures avaient soulevé de vives protestations de la part des cadres qui se déclaraient prêts à faire grève pour défendre en particulier leur régime de retraite.

Devant ces protestations, le gouvernement a fait machine arrière et M. Debré a reçu récemment les représentants des organisations de cadres C.G.C., C.F.T.C., F.O. et C.G.T. Il leur a donné l'assurance :

— que le plafond de la S.S. ne serait pas supprimé ;

— que le relèvement du plafond suivrait la hausse des salaires.

Des mesures réglementaires interviendraient à la suite de ces décisions.

Les revendications du secteur nationalisé

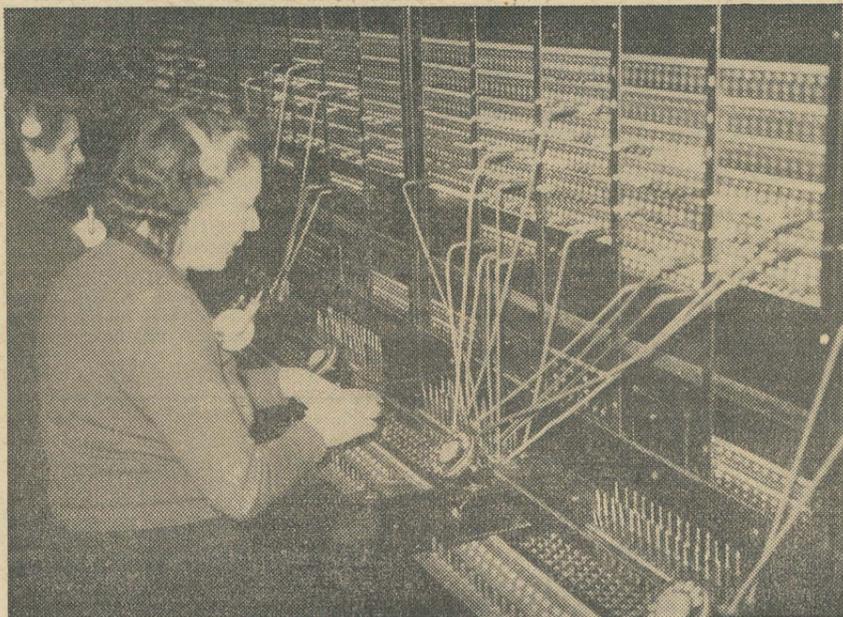
Les Fédérations C.G.C., C.F.T.C., F.O. et C.G.T. ont été reçues le 18 janvier par le ministre de l'Industrie. Elles se sont déclarées un peu déçues des résultats de cet entretien mais toutefois elles doivent rencontrer les directeurs généraux qui ont été autorisés à procéder avec les organisations syndicales à un examen comparatif des salaires de leurs entreprises avec ceux des autres secteurs. Ce pas timide vers l'autonomie de gestion aboutira-t-il à des résultats tangibles ?

A la S.N.C.F., la prochaine réunion de la commission du statut aura lieu le 1^{er} février. Après en avoir discuté ensemble, les Fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont écrit, chacune de leur côté, au président de la commission pour protester contre la fixation d'une date de réunion aussi éloignée et pour demander que la question des salaires soit portée à l'ordre du jour.

Le secteur nationalisé demeure donc un secteur névralgique. A noter qu'au dernier congrès des cadres C.G.T. de l'E.G.F., un délégué de Mulhouse a demandé au congrès d'arrêter la discussion sur les salaires pour donner la priorité à la lutte absolue contre l'O.A.S., faute de quoi, a-t-il déclaré, « on risque d'ici quelque temps de discuter la question des salaires dans le camp de concentration ».

On lui a objecté que la commission administrative de la C.G.T. avait souligné que la lutte pour les salaires et celle contre l'O.A.S. devaient être menées conjointement.

Maurice COMBES.



Un standard téléphonique : manque d'effectifs et surmenage. (A. D. P.)

ceux du syndicat des bouchers n'ont abouti à aucune décision concrète. La mise sur pied d'un circuit court pour la région parisienne est envisagée.

Toujours en ce qui concerne les prix, la taxation des chaussures annoncée en novembre est effective depuis le 15 janvier. Elle s'applique à toutes les chaussures dont les prix de vente sont compris entre 20 et 100 NF pour les femmes, 20 et 120 NF pour les hommes. Le prix inscrit sur la chaussure (ou sur une étiquette) est le prix maximum auquel elle peut être vendue. Il est égal au prix de vente de l'usine plus une marge de 33,33 p. 100 pouvant être perçue par le détaillant.

Logements inoccupés chez Peugeot

La Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations

C.F.T.C., de F.O. et de la C.G.C. (il s'inspire d'ailleurs largement d'une plate-forme commune C.F.T.C.-F.O.). Contrairement à ce qui s'était passé chez Berliet, la C.G.T. n'a pas signé.

Les améliorations apportées par l'accord aux travailleurs de Neyrpic portent notamment sur la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, l'amélioration du régime des congés payés en fonction de l'ancienneté, des avantages pour les mères de famille et les ouvriers occupant des postes insalubres, l'amélioration de la prime de vacances, le paiement au mois du personnel ouvrier après une certaine ancienneté, l'attribution d'un congé de fin de carrière permettant d'avancer l'âge de la retraite, l'indexation de la prime de transport sur le coût de la vie, l'aide aux jeunes appelés au service militaire, enfin, une amorce de la réduction de la durée de travail sans diminution de salaires.

LA DOLCE VITA

SI la grandeur est fille du contraste, ou des excès, il n'en faut plus douter : nous avons retrouvé la grandeur ! Vendredi dernier, un peu avant minuit, le super-paquebot *France* a pris la mer pour aller croiser aux îles Canaries, croisière inaugurale et de haut luxe, croisière enchanteresse pour les mortels qui la font : les dames de Gaulle et Debré (les maris sont restés à terre pour gagner le pain du ménage), l'illustre Tino Rossi, qui a déjà chanté dimanche à la grand-messe, le couple Baumgartner « qui n'a pas pris de vacances depuis cinq ans » (sic) et quel-

ques centaines d'autres seigneurs de moindre farine.

Concours de twist, galas, petits et grands soupers... Le premier film projeté depuis le départ a été « *Les nouveaux aristocrates* ». On espère que personne à bord ne s'est senti visé (toute ressemblance eût été du reste fortuite), mais ce choix vous avait tout de même un je ne sais quoi d'allusif et de gênant aux entournures ! Un mauvais point pour la Transat. Son président fera des excuses s'il y a lieu.

Il se vérifie que la biscuiterie mène fort loin (et la preuve en est qu'il y a parmi les passagers un

grand épicier du Havre) — et le bazooka donc ! ça mène presque aussi loin et ça permet d'offrir un beau voyage à son épouse ; c'est une question de visée...

Une seule ombre au tableau : ces aigris, ces envieux qui s'en prennent basement au beau monde.

Il y aurait peut-être encore d'autres ombres, dont on s'éloigne fort heureusement à chaque tour d'hélice : ainsi, ces assassins d'Alger, d'Oran, de Bône et d'Aïlleur ; ces flots de sang, ces cascades de meurtres dans un pays où le pouvoir « fort et stable » maintient l'ordre... D'autres om-

bres toujours : ces obstinés de Decazeville et autres puits de mine, dressés contre l'arbitraire féroce d'un système sans yeux, sans oreilles et sans âme ! Contre ceux-là, le gouvernement déploie son arsenal d'indifférence, de cynisme et de menace. Allons ! si les dames de Gaulle et Debré regardent leur écran de télévision, et les autres seigneurs de moindre farine, le Terrenoire de service ou le sous-ministre La Malène feront en sorte que nulle image affligeante ne vienne donner une teinte de cendre au ciel parfait des Canaries.

Edmond FOURNIER.

**A
vous
de
choisir**

Cette semaine,
nous vous suggérons :

● **Si vous ne craignez pas les films
sérieux ou tragiques :**

- L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD**
(Hollywood, Panthéon, Bonaparte)
- L'ARNAQUEUR**
(Ermitage, Max Linder)
- THE CONNECTION**
(Agriculteurs)
- BONJOUR TRISTESSE**
(Le Club)
- L'ENCLOS**
(Royal Haussmann)
- ECRIT SUR DU VENT**
(Mac-Mahon)
- SPARTACUS**
(Gaité-Rochechouart)
- ROCCO ET SES FRERES**
(Montcalm)
- LA COMTESSE AUX PIEDS NUS**
(Ranelagh)
- GRAINE DE VIOLENCE**
(Actua-Champo)
- LE BOSSU DE ROME**
(Rivoli, Versailles, Imperator)
- LA DOLCE VITA**
(Studio Bertrand)
- L'ATALANTE**
(Studio Parnasse)
- DOUZE HOMMES EN COLERE**
(Vézelay, Studio Raspail)

● **Si vous voulez sourire :**

- LES CHERCHEURS D'OR**
(La Pagode)
- TO BE OR NOT TO BE**
(Studio Etoile)
- QUELLE JOIE DE VIVRE**
(Berthier, Domrémy, Paris-Ciné)
- LE COUPLE INVISIBLE**
(Caméra)
- DE L'OR EN BARRES**
(Cujas)
- SOURIRES D'UNE NUIT D'ETE**
(Studio Saint-Germain)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 24 au 30 janvier

**L'ANNÉE DERNIERE
A MARIENBAD**

Alain RESNAIS
et Alain ROBBE-GRILLET



Loin des clichés traditionnels.

Une fille a parlé

POUR la première fois ce film sort commercialement en France. Il est déjà connu de certains : il a été projeté en ciné-clubs, ou dans d'autres séances privées. Tous peuvent aujourd'hui le voir.

Il s'agit du premier long métrage d'Andrzej Wajda. Ce dernier a fait connaître, depuis, son nom en France par Kanal, Cendres et Diamants et bientôt d'autres films encore. Une fille a parlé contient toute une peinture de l'univers d'Andrzej Wajda, une vision du monde où le poétique, le baroque n'excluent nullement la révolte, ni l'amour.

Un jeune vagabond polonais, sous l'occupation allemande, découvre que chaparder du charbon n'est peut-être pas la manière la plus efficace de lutter. Il rencontre, dans le travail qu'il s'est résigné à entreprendre, un camarade plus âgé qui commence à lui parler du marxisme ; il rencontre une fille, une très belle fille, qui exhorte les étudiants à la lutte armée. Peu à peu il se rend utile dans l'organisation résistante ; il a des démêlés aussi bien avec les Allemands qu'avec les représentants de l'A.K., l'Armée Secrète, organisation de résistance anti-communiste. Il trouve l'amour de Dorette, la « fille qui a parlé ». Le jour où Dorette est arrêtée, il est bouleversé ; mais la lutte continue, de jeunes camarades l'attendent, qui le regardent déjà com-

me un « ancien » — de jeunes camarades qui, eux aussi, aiment la vie et l'amour.

A l'opposé des clichés traditionnels qui encombrant les films de résistance, Andrzej Wajda a réussi à faire vivre et vibrer des personnages d'une déchirante humanité. La prise de conscience du jeune militant, l'arrivée à l'âge de raison, qui s'accompagne de la découverte de l'amour, a l'immense mérite (rare dans la production cinématographique d'Est ou d'Ouest de mettre l'accent sur les liaisons qui existent, à l'intérieur de chacun de nous, entre les forces de libération : amour, révolte contre répression. Cette liaison, que l'on retrouve dans Le sel de la Terre ou dans Etoiles, sert de thème à Wajda pour écrire un poème lyrique d'amour. Les images où paraît Dorette sont parmi les plus belles images d'amour que nous ait données le cinéma mondial...

Car Wajda n'est pas seulement un homme conscient, lucide et révolutionnaire. C'est aussi un très grand artiste, qui n'a nullement peur de laisser délirer un peu sa caméra. Il a le sens de l'image qui fait choc, du suspense, de l'humour ou de la peur. Avec une extraordinaire virtuosité, jamais gratuite, il met le spectateur dans le bain, l'agrippe de son fauteuil, le jette dans l'action.

Une fille a parlé, réalisé voici déjà cinq ans, eut quelques ennuis en Po-

logne même ; certains détails furent coupés, jugés comme trop baroques, trop « artistes ». On peut certes le regretter : en tout cas, ces coupures furent minimes, et n'entachent pas l'œuvre présentée ici. Il faut voir et revoir ce film, qui révéla brusquement à une France inattentive la renaissance du jeune cinéma polonais, qui depuis a conquis l'audience mondiale.

Marcel RANCHAL.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

présente
pour une durée illimitée

UNE FILLE A PARLÉ

Le film inédit de

A. WAJDA

réalisateur de **KANAL**
et de
CENDRES ET DIAMANT

Livres :

● **Révolte
militaire**

DANS Révolte militaire, Henri Azeau retrace le détail du putsch d'avril 1961, au cours duquel quatre généraux, durant quatre jours, tinrent tête à un cinquième. Paradoxalement, il apparaît à la fin de ses deux cent soixante-quinze pages que la réponse finale n'appartient ni à l'un ni aux autres, mais d'une part à l'ensemble de la population, d'autre part aux soldats du contingent — parties omises dans les calculs stratégiques de ces penseurs militaires.

N'en concluons pas pour autant que Henri Azeau situe son livre dans une perspective « de gauche ». Vraisemblablement journaliste « objectif », il écrit en fustigeant certes avec mépris les allégories hautement fantaisistes des spécialistes de la guerre révolutionnaire. Mais non pas parce que leurs thèses sont de droite. Parce qu'elles sont irréelles.

Dans l'ensemble, sa documentation n'apporte pas grand-chose que nous ne sachions. Elle confirme le calcul attribué à Challe d'un appui du Pentagone, du basculement des officiers, d'une « dépolitisation » destinée pour maintenir l'« Agérie fran-

çaise », à précipiter l'issue — victorieuse — de la guerre, sans pour autant porter au pouvoir la clique des activistes. Azeau fait ainsi sienne la théorie d'un Challe gaulliste peu enclin à servir Salan. Il ironise sur la contradiction : Challe, partisan de méthodes militaires traditionnelles placé à la tête d'une manœuvre de « guerre révolutionnaire » et servant cette dernière dès l'instant où il se trouve incarcéré.

L'intérêt du livre de Henri Azeau apparaît plutôt dans son analyse du rôle politique du putsch d'avril. Ce dernier marque un transfert. Le corps des officiers jouait jusque-là un rôle politique. Sa révolte aboutissant à un échec, l'O.A.S. prend en charge ce rôle.

En passant, Henri Azeau indique que l'appel de de Gaulle au contingent ne fait qu'entériner une situation de fait : c'est d'ailleurs là sa force. Il comprend admirablement une situation, quelle qu'elle soit, et en tire les éléments qui peuvent peser en sa faveur. Lorsque son discours parvient à Alger, les soldats appelés ont déjà opéré leur choix. Pour le faire demeurer dans son jeu, il le « légalise ». Henri Azeau explique aussi la répugnance de de Gaulle à un « appui populaire » : instrument d'une partie de la bourgeoisie, celle-ci, sans tomber dans la hantise de la guerre « subversive », craint les contreparties.

L'auteur fait sienne, également, l'appréciation du putsch selon la-

quelle de Gaulle, qui en connaissait l'imminence, préféra que cet abcès se crève. Bref, que c'était là moyen de briser l'opposition des officiers. On pourrait en conclure en partant de cela que de Gaulle acceptait d'avance une O.A.S. représentante des Européens d'Algérie. Donc une O.A.S. pesant dans les futures négociations, capable de réclamer le partage... Les généraux n'avaient pas compté les soldats du contingent dans leur calcul. De Gaulle omet en France... les Français. Quant à l'O.A.S., elle en est à proposer au F.L.N. la paix des braves... Nous pourrions ricaner, n'étaient ces morts, ces assassinats et l'actuelle impuissance de la gauche.

E. COPFERMANN.

Plon Editeur - 10,95 NF.

● **Capitalisme
et capitalistes
français
au XIX^e siècle**

Guy P. Palmade publie sous ce titre aux Editions Colin un essai consacré aux origines et au développement du capitalisme français au cours du siècle dernier.

Après avoir tracé un tableau de la jeunesse du capitalisme et de ses

promesses à l'orée du XIX^e, l'auteur étudie les rayons et les ombres de la période 1815-1848, puis le « grand essor » qui se poursuit jusqu'en 1882. Viennent alors la maturité et sans doute les prémices du déclin.

Guy Palmade ne s'est pas contenté d'un exposé doctrinal, d'une confrontation de théories, il a voulu donner tout au contraire un tableau vivant, parfois extrêmement coloré.

L'ouvrage se lit donc très facilement, sans pour autant perdre de sa rigueur scientifique. C'est un modèle du genre qu'on aimerait voir se multiplier.

L'histoire du capitalisme, et des capitalistes, est en fait un sujet très neuf, du moins rénové depuis quelques années. Il manque encore toutefois de nombreux matériaux de base : séries statistiques, monographies d'entreprises ou de régions. J'en profite pour conseiller la lecture très intéressante du livre de J. Bouvier, « Les Rothschild » (1), que cite très souvent G. Palmade : une excellente monographie économique sur la Grande Banque au XIX^e siècle.

Ces deux livres seront utiles aux militants socialistes car ils permettent de mieux connaître les caractéristiques du capitalisme français dont les traits dominants n'ont guère changé en un siècle. Il y a longtemps que le capitalisme français « a pris du ventre ».

J.-C. B.

(1) Club Français du Livre, 1960.

L'Afrique en mouvement

Trois événements marquants en ce mois de janvier dans l'Afrique en constant mouvement : ouverture des négociations franco-maliennes, réunion de la conférence de Lagos, constitution à Dakar d'une nouvelle confédération syndicale africaine. Si la normalisation des rapports entre Paris et Bamako va dans le sens d'une détente, les deux autres réunions se déroulent encore sous le signe de la division de l'Afrique.

litique extérieure commune de défense de l'indépendance africaine, de recherche de l'unité africaine, de soutien aux mouvements révolutionnaires africains et de bons rapports avec les pays de l'Est aussi bien qu'avec ceux des pays de l'Ouest qui ne sont pas engagés dans des guerres coloniales.

d'un communiqué commun ivoirien-malien mentionnant « la volonté de trouver les solutions aux problèmes pouvant opposer les différents Etats africains et d'accélérer la libération de tous les peuples d'Afrique encore sous domination étrangère ». Cependant, les pays du groupe de Casablanca estimèrent que le terrain n'était pas encore suffisamment préparé pour une rencontre au sommet de tous les chefs d'Etat africains : « Nous sommes partisans du rapprochement, mais nous ne laisserons sous aucun prétexte ramener dans le giron des puissances occidentales », m'a déclaré à Niamey une importante personnalité du groupe de Casablanca. Aussi, pour éviter tout éclat fut-il convenu qu'il y aurait non pas une, mais deux conférences de Lagos : la première réunissant les ministres des Affaires étrangères de toute l'Afrique indépendante, la seconde, quelques jours plus tard, au

Le syndicalisme

africain

demeure divisé

La division qui persiste entre les deux Afriques a ses répercussions sur le plan syndical. Depuis longtemps, un certain nombre de leaders syndicaux africains, dont les organisations nationales étaient rattachées soit à la C.I.S.L., soit à la Confédération Internationale des Syndicats croyants (C.I.S.C.), soit à la F.S.M., soit à l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N.) avaient pris position en faveur d'une centrale syndicale panafricaine unie ; toutefois, certains d'entre eux, notamment ceux qui appartiennent aux milieux dirigeants de la C.I.S.L. et entretiennent des rapports très amicaux avec les syndicats américains, entendaient instaurer pour leur centrale nationale le système de la double affiliation auquel d'autres s'opposaient. Par ailleurs, sauf au Maroc, les centrales syndicales africaines sont étroitement liées aux partis dominants qui exercent le pouvoir, et la rivalité entre les gouvernements des deux blocs africains rejaillit sur les rapports entre syndicalistes. Aussi, une première tentative d'unification syndicale africaine entreprise en mai 1961 à Casablanca aboutit-elle à un échec. Certes, une Union Syndicale Panafricaine y fut fondée, mais n'y adhèrent finalement que les syndicats marocains, maliens, guinéens, égyptiens. La Confédération syndicale africaine qui vient de se constituer à Dakar et a élu pour président le leader tunisien Ahmed Thili, groupe de son côté quarante et une organisations représentant trente Etats africains de l'Afrique dite modérée, mais ni l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens) ni les syndicats des pays de Casablanca n'y ont adhéré.

La charte de la nouvelle organisation prévoit que dans un délai rapproché, les centrales syndicales de chaque pays devront réaliser leur unité ; elles pourront, si elles le veulent, conserver leur affiliation à d'autres organismes internationaux. La Confédération elle-même devra demeurer indépendante à l'égard des autres organisations. Cependant, il est incontestable que la plupart de ses dirigeants demeurent proches de la C.I.S.L. Le programme de cette nouvelle Confédération syndicale africaine comporte la dénonciation du néo-colonialisme, la solidarité avec les travailleurs algériens, l'organisation de l'aide pratique aux nationalistes angolais, la lutte pour la création d'une société socialiste africaine originale, pour l'organisation d'un marché commun africain, pour l'instauration du régime démocratique et contre toute dictature. Mais ce qui a le plus retenu l'attention de l'opinion internationale, c'est l'adoption sur la proposition de David Soumah, président de l'Union des Travailleurs croyants du Sénégal, d'un amendement engageant la Confédération « à combattre jusqu'à la victoire le système capitaliste ainsi que le système communiste ». Cet anticommunisme de principe va évidemment marquer la nouvelle organisation et rendre plus difficile son unification avec l'Union syndicale panafricaine. Déjà l'Union Marocaine du Travail, dans un éditorial de l'Avant-Garde dénonce cette initiative qui, à ses yeux, « constitue une tentative d'engager les masses ouvrières africaines dans la guerre froide et de les détourner de leurs vrais objectifs : lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et leurs conséquences, le sous-développement, l'exploitation et la misère ».

Ainsi, malgré le profond désir d'unité des masses africaines, l'antagonisme des deux Afriques persiste-t-il encore, mais les problèmes auxquels l'une et l'autre ont à faire face sont les mêmes, et on constate à bien des symptômes qu'une certaine convergence finira par s'opérer.

Il nous appartient d'assurer de notre solidarité effective tous les peuples africains qui luttent pour libérer leur pays des vestiges du colonialisme, mais le respect de leur indépendance doit nous inciter à chercher à bien comprendre leurs problèmes spécifiques et à éviter de les confondre avec les nôtres.

Pierre STIBBE.

Rapprochement

entre

Paris et Bamako

Le 4 avril 1960, après trois mois de négociations, la France reconnaissait l'indépendance de la Fédération du Mali (Soudan-Sénégal) et passait avec celle-ci des accords de coopération diplomatique, militaire, économique, technique, culturelle, judiciaire qui impliquaient notamment le maintien du Mali dans la Communauté renouée. Le 20 août 1960, la Fédération du Mali éclatait : s'affirmant colonisé par le Soudan, le Sénégal proclamait son indépendance et décidait de demeurer dans la Communauté. Le Soudan, de son côté, conservait le nom, le drapeau et les institutions du Mali. Estimant qu'en reconnaissant l'indépendance du Sénégal, la France avait violé les accords passés avec la Fédération du Mali et que la rupture par le Sénégal des liens fédéraux était le résultat d'intrigues nouées par le gouvernement français, ou à tout le moins par de hauts fonctionnaires français qui redoutaient de voir le Soudan imprimer une orientation neutraliste et révolutionnaire à la Fédération malienne, le gouvernement de M. Modibo Keita déclara les accords de coopération rompus par la France. Le Mali sortait ainsi de la Communauté et ne conservait plus aucun lien juridique avec la France. Cependant, les relations diplomatiques n'étaient pas rompues. Le gouvernement français s'inclina devant le fait accompli et, ne renouvelant pas l'erreur guinéenne de 1958, s'abstint de toute représaille. Il accepta sans difficulté d'évacuer les bases militaires de Kati, Gao et Tessali, consentit, en décembre 1960, une avance de trésorerie de 1 milliard de francs C.F.A. au gouvernement malien, maintint au Mali les fonctionnaires de l'enseignement et de l'assistance technique ; le F.I.D.E.S. continua d'apporter au Mali son concours pour la réalisation des projets d'équipement adoptés avant la rupture. De son côté, le Mali, contrairement à la Guinée, demeura dans la zone franc, conserva comme monnaie le franc C.F.A. et resta associé au Marché commun européen. Aussi, les mesures de nationalisation d'importants secteurs commerciaux, la direction et le contrôle de l'économie par l'Etat, l'orientation radicalement anticolonialiste et nettement neutraliste de la politique extérieure malienne n'empêchèrent-elles pas le maintien de contacts avec la France. André Malraux se rendit à Bamako en mai 1961, il y évoqua d'ailleurs ses vieux souvenirs de Chine et d'Espagne que la guerre d'Algérie.

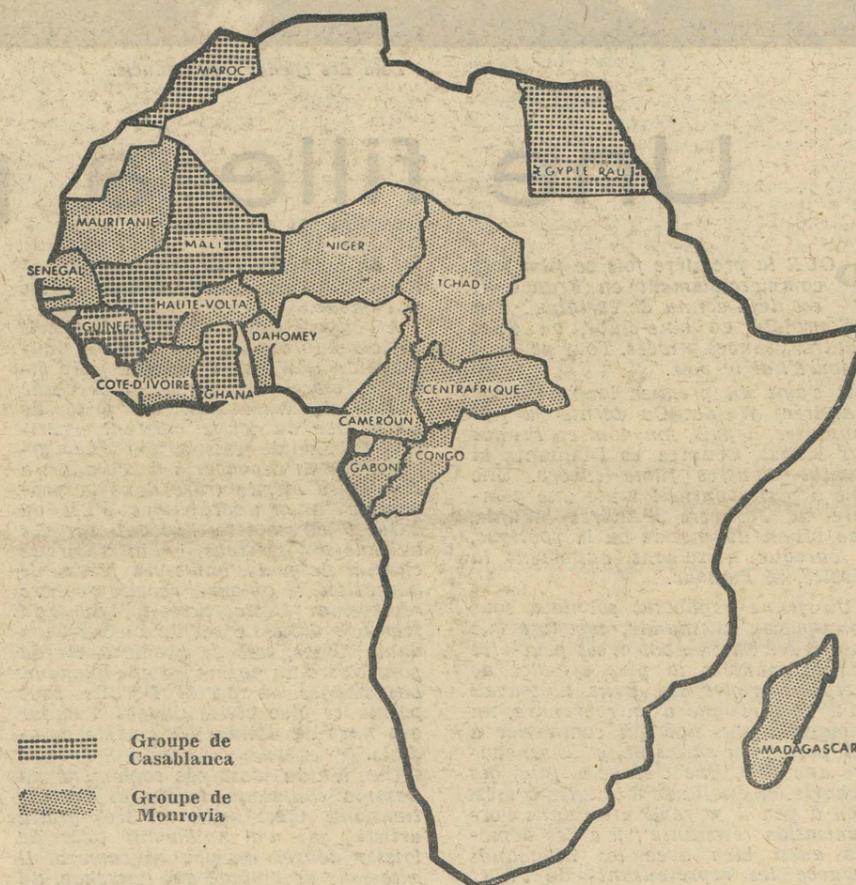
Aujourd'hui, une délégation malienne dirigée par MM. Idrissa Diarra, secrétaire national du parti de l'Union Soudanaise, et Madeira Keita, ministre de l'Intérieur, est à Paris, tandis que deux autres délégations du gouvernement sont à Varsovie et au Caire. Les nouvelles négociations ont toute chance d'aboutir à des accords se rapprochant de ceux que la France a passés en avril 1961 avec la Haute-Volta ; ceux-ci organisent une coopération économique, culturelle et technique entre les deux pays, mais excluent la coordination militaire et la présence permanente de troupes militaires françaises sur le territoire voltaïque.

Pour le Mali, cette amélioration de ses relations avec la France n'entraînera aucunement un abandon de sa politique de neutralisme actif ; non seulement il continuera à soutenir la cause algérienne, mais il demeurera membre du groupe dit de Casablanca où il se trouve aux côtés de la Guinée, du Ghana, du Maroc, de l'Égypte et du G.P.R.A. Ces gouvernements de pays dotés de régimes politiques et sociaux différents pratiquent une po-

Les conférences

de Lagos

A ce groupe de Casablanca, qualifié un peu hâtivement d'Afrique révolutionnaire, fait pendant le groupe de Monrovia, qualifié non moins hâtivement d'Afrique réformiste : il est composé des douze pays de l'Union



Africaine et Malgache, étroitement associés à la France ainsi que du Togo, du Nigeria, du Libéria, de la Sierra Leone, de l'Éthiopie, du Congo de Léopoldville, de la Somalie et de la Tunisie.

Ces pays ont en mai 1961, à Monrovia, adopté sept principes de bon voisinage entre pays africains, parmi lesquels celui de non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures qui servent de fondement à la doctrine de l'inter-africanisme opposé au panafricanisme.

Le rapprochement entre les deux Afriques a souvent été préconisé mais, jusqu'à maintenant, il s'est heurté à un certain nombre de difficultés : les principaux obstacles sont le conflit maroco-mauritanien, le conflit sénégal-malien, la différence d'attitudes entre les pays du groupe de Casablanca et ceux de l'Union Africaine et Malgache envers le G.P.R.A. et, d'une manière plus générale, la politique adoptée à l'égard des pays occidentaux, et notamment des anciennes métropoles.

Quelques missions de rapprochement furent effectuées au cours des derniers mois de 1961. M. Yaméogo, président de la République de Haute-Volta, puis M. Moktar Ould Daddah, président de la République islamique de Mauritanie, se rendirent au Ghana ; des prises de contact entre ministres des deux Afriques eurent lieu en décembre à Niamey à l'occasion des fêtes de l'indépendance du Niger, mais la principale rencontre fut celle de M. Houphouët-Boigny et de M. Modibo Keita lors de la visite que l'ancien président du R.D.A. fit à l'ancien dirigeant du R.D.A. du Soudan : elle aboutit à la publication

niveau des chefs d'Etat, mais ne comprenant alors que ceux du groupe de Monrovia : les délibérations de ministres des Affaires étrangères devaient porter sur la mise au point de l'ordre du jour de la conférence au sommet de l'ensemble des chefs d'Etat africains qui se tiendrait à une date et en un lieu choisis d'un commun accord par les Etats des deux groupes. Mais ce calendrier prudent vient lui-même d'être mis en échec par un incident, d'ailleurs prévisible : aucune invitation n'avait été adressée au G.P.R.A. par les organisateurs de la conférence de Lagos afin de ne pas mettre dans l'embarras les Etats de l'Union Africaine et Malgache ; ceux-ci, en effet, pour ne pas altérer leurs bons rapports avec la France, n'ont pas reconnu le G.P.R.A. ; les Etats du groupe de Casablanca, ainsi d'ailleurs que la Tunisie et la Libye, ont alors refusé de se rendre à Lagos où ne se sont trouvés présents au rendez-vous que les ministres des Affaires étrangères d'un certain nombre des pays de Monrovia et ceux du Soudan et du Tanganyika. Dès l'ouverture, les représentants du Soudan, de la Somalie, de l'Éthiopie, du Congo (Léopoldville) ont d'ailleurs proposé qu'une invitation soit aussitôt adressée au G.P.R.A. Une démarche de M. Taieb Slim, au nom de Bourguiba, a été effectuée dans le même sens auprès du gouvernement nigérien. Il est possible qu'ils obtiennent satisfaction, ce qui permettrait sans doute à la conférence de l'ensemble des ministres des Affaires étrangères d'avoir lieu, encore que le Maroc posera probablement aussi le problème, de l'exclusion de la Mauritanie, alors que celle-ci est adhérente à l'Union Africaine et Malgache.